



VILLE DE

PARIS

Direction de l'Urbanisme

Service du Permis de Construire et du Paysage de la Rue

ACOSS POUR LE COMPTE DU CPSTI

Monsieur Damien IENTILE

36 rue de Valmy

93108 MONTREUIL

Référence dossier : DP 075 104 25 V0169
11 PLACE DES VOSGES
75004 PARIS



La présente décision est transmise le :
au représentant de l'État dans le département dans les conditions prévues à
l'article L. 424-7 du code de l'urbanisme.

Elle est exécutoire à compter de sa notification

LA MAIRE DE PARIS

Vu le code de l'Urbanisme et notamment le livre IV relatif au régime applicable aux constructions, aménagements et démolitions ;

Vu le Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur du site patrimonial remarquable du Marais (3ème et 4ème arrondissements) ;

Vu la déclaration préalable, référencée ci-dessus, déposée le 15/07/2025, affichée le 30/07/2025 à la mairie d'arrondissement, par ACOSS POUR LE COMPTE DU CPSTI, représentée par Monsieur Damien IENTILE, pour le changement de fenêtre et les autres travaux ne modifiant pas l'aspect extérieur d'une construction à R+4 sur 1 niveau de sous-sol ;

Vu l'avis favorable conforme assorti de prescriptions émis par l'Architecte des Bâtiments de France en date du 27/08/2025 ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} :

Il n'est pas fait opposition à l'exécution des travaux déclarés pour le remplacement des menuiseries en façades sur cours et rue de Turenne, et des châssis de toit en toitures sur cours, avec réfection du passage cocher, sur la base du dossier déposé, sous réserve des prescriptions énoncées à l'article 2.

ARTICLE 2 :

Le déclarant se conformera aux prescriptions formulées par l'Architecte des Bâtiments de France dans son avis conforme susvisé, annexé au présent arrêté.

La Directrice de l'Urbanisme est chargée de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera notifié au déclarant.

Pour la Maire de Paris et par délégation,

#signature#

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Paris dans un délai de deux mois à partir de sa notification.

Pour information, il est précisé que ce recours peut être précédé d'un recours gracieux adressé à la Maire de Paris.

INFORMATIONS D'ORDRE GENERAL

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, la décision est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au bénéficiaire. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours contre la décision le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Le bénéficiaire de la décision peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A.424-15 à A.424-19 du code de l'urbanisme est disponible à la mairie, sur le site internet du Gouvernement ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : la décision n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait:

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire de la décision au plus tard quinze jours après le dépôt du recours ;

- dans le délai de trois mois après la date de la décision, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire de la décision et de lui permettre de répondre à ses observations.

La décision est délivrée sous réserve du droit des tiers : Elle vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si la décision respecte les règles d'urbanisme.

CAS DES COUPES ET ABATTAGES D'ARBRES

En application de l'article R.424-1 du code de l'urbanisme la décision de non opposition à déclaration préalable concernant des coupes et/ou abattage d'arbres est exécutoire un mois après la date à laquelle elle est acquise.

INFORMATION FISCALITÉ DE L'URBANISME - RÉFORME DE LA TAXE D'AMÉNAGEMENT (TA) ET DE LA REDEVANCE D'ARCHÉOLOGIE PRÉVENTIVE (RAP) -

Pour toute demande d'autorisation d'urbanisme déposée à compter du 1^{er} septembre 2022, le formulaire de déclaration des éléments nécessaires pour le calcul des impositions (DENCI) n'est plus à joindre au dossier. Cette disposition ne concerne pas les permis modificatifs dont le permis initial a été déposé avant le 1^{er} septembre ni les demandes de transfert de permis également déposés avant cette date.

Une déclaration doit être effectuée par les redevables auprès des services fiscaux, dans les 90 jours suivant l'achèvement de la construction (au sens de l'article 1406 du CGI), sur l'espace sécurisé du site [www.impots.gouv.fr](https://www.impots.gouv.fr/actualite/gerer-mes-biens-immobiliers-un-nouveau-service-en-ligne-pour-les-usagers-proprietaires) via le service "gérer mes biens immobiliers" : <https://www.impots.gouv.fr/actualite/gerer-mes-biens-immobiliers-un-nouveau-service-en-ligne-pour-les-usagers-proprietaires>

Pour les projets d'une superficie supérieure à 5 000m² le redevable devra s'acquitter de deux acomptes fixés à 50% et 35% du montant prévisionnel de la taxe, exigibles à 9 et 18 mois à compter de la délivrance du permis.

La redevance d'archéologie préventive (RAP) devient la taxe d'archéologie préventive, taxe additionnelle à la TA.

TRAVAUX SUR CONSTRUCTION EXISTANTE

Amiante : Il est rappelé l'obligation, avant tous travaux, de procéder dans les locaux concernés par la présente autorisation à la recherche de matériaux contenant de l'amiante, et de prendre, le cas échéant, toute mesure afin que les travaux envisagés ne constituent pas un danger pour les personnes pouvant être directement ou indirectement exposées à cette matière. Tous renseignements relatifs aux risques liés à une exposition à l'amiante peuvent être obtenus auprès de la Direction du Logement et de l'Habitat de la Ville de Paris - Sous-Direction de l'Habitat - Service Technique de l'Habitat - 103, avenue de France 75013 PARIS - Téléphone : 01 42 76 72 80.

Plomb : L'ensemble du territoire parisien a été classé par arrêté préfectoral du 24 octobre 2000 zone à risque d'exposition au plomb, en ce qui concerne les revêtements des bâtiments affectés en tout ou partie à l'habitation, construits avant le 1^{er} janvier 1948. Le constructeur est tenu de prendre en compte les risques liés à la présence éventuelle de plomb pouvant résulter des travaux, objets de la présente autorisation, pour les occupants et les personnes appelées à les effectuer. Tous renseignements peuvent être obtenus sur le site du ministère de la transition écologique et solidaire - Politiques publiques - Bâtiments et règles de construction - Politique de prévention de l'habitat - Risques liés au plomb et autres risques sanitaires ou auprès de l'Agence Régionale de la Santé d'Ile-de-France (ARS) Millénaire 2 -35, rue de la gare 75935 PARIS CEDEX 19.

Termites : L'ensemble du territoire parisien a été classé par arrêté préfectoral du 21 mars 2003 zone de surveillance et de lutte contre les termites et autres insectes xylophages. Le constructeur doit faire procéder à l'incinération, sur place, des bois et des matériaux de démolition contaminés, ou en cas d'impossibilité, à leur traitement, avant tout transport, et d'en faire la déclaration à la mairie de l'arrondissement du lieu de situation de l'immeuble (Bureau des Affaires Générales). Tous renseignements peuvent être obtenus auprès de la Direction du Logement et de l'Habitat - Sous-Direction de l'Habitat - Service Technique de l'Habitat - 103, avenue de France 75013 Paris Téléphone 01 42 76 89 43 - 01 42 76 72 21 - 01 42 76 72 32 ou sur paris.fr - Services et infos pratiques - Logement - Prévention pour le logement - Lutte contre l'habitat indigne - Lutte contre les termites.

Plaques de rues : Les plaques portant les noms des voies (impasse, rues, avenues, boulevards...) doivent être visibles depuis l'espace public y compris pendant la durée des travaux. Toute plaque déposée à l'occasion de travaux devra être remise à son emplacement initial. De même toute plaque dégradée du fait des travaux devra être remise en état.

Échafaudages - palissades : Cette demande devra se faire en ligne sur l'application CITE disponible sur le site paris.fr - guichet des professionnels (guichetpro.paris.fr).



**MINISTÈRE
DE LA CULTURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES
ÎLE-DE-FRANCE**

**Unité départementale de l'Architecture et du Patrimoine
de Paris**

Dossier suivi par : BELLIL Ouerdia

Objet : Plat'AU - DECLARATION PREALABLE DE CONSTRUCTION

Numéro : DP 075104 25 V0169 U7501

Adresse du projet : 11 PLACE DES VOSGES 75004 PARIS 04

Déposé en mairie le : 15/07/2025

Reçu au service le : 06/08/2025

Nature des travaux:

Demandeur :

ACOSS pour le compte du CPSTI ACOSS
pour le compte du CPSTI représenté(e)
par Monsieur IENTILE Damien

36 rue de Valmy

93108 Montreuil

L'immeuble concerné par ce projet est situé dans le périmètre d'un Site Patrimonial Remarquable listé en annexe. Les articles L.632-1 et L.632-2 du Code du patrimoine sont applicables.

Après examen de ce projet, l'Architecte des Bâtiments de France donne son accord. Par ailleurs, ce projet appelle des recommandations ou des observations :

Cette échéance d'harmonisation des menuiseries de la cour devrait permettre également de retrouver une teinte moins contrastante que le blanc pur actuel en optant pour une couleur blanc cassé (RAL 9001 ou 9002 par exemple) afin que ces éléments ne se posent pas en trop fort contraste avec les corps de bâtiment les plus anciens.

Fait à Paris

**Architecte des Bâtiments de France
Madame Avila TOURNY**

En cas de désaccord avec l'Architecte des Bâtiments de France, l'autorité compétente peut saisir, dans un délai de sept jours à compter de la réception du présent acte, le Préfet de région (Direction régionale des Affaires culturelles Île-de-France - 45-47 rue Le Peletier - 75009 Paris) par lettre recommandée avec accusé de réception.

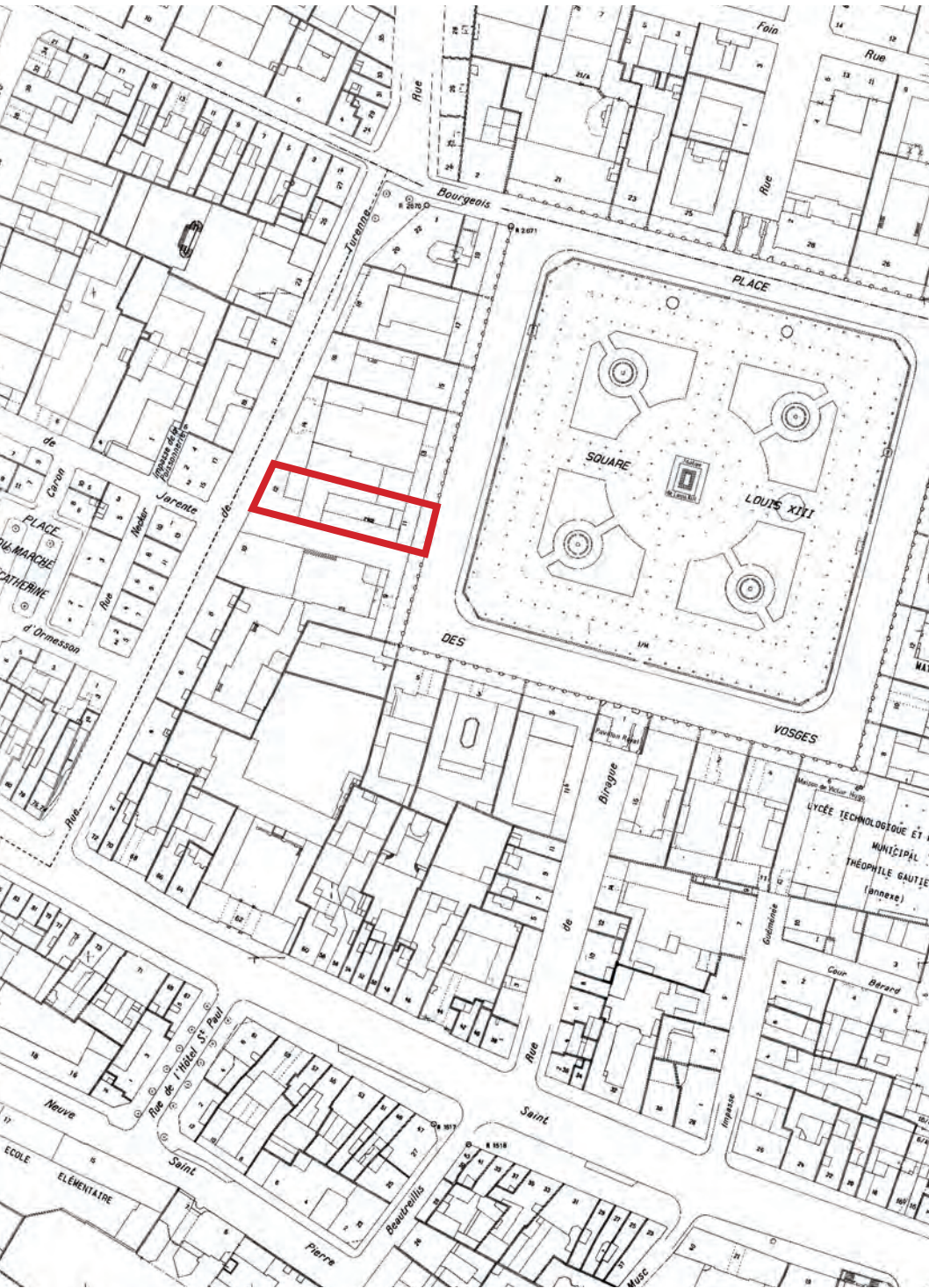
Le contrôle de la conformité des travaux sera réalisé en collaboration avec l'Architecte des Bâtiments de France en application des articles L.462-2 et R.462-7 du Code de l'urbanisme.

Cet avis ne constitue pas une décision définitive sur le dossier. Cette décision sera prise par l'autorité compétente chargée de délivrer les autorisations de travaux. Par conséquent, le demandeur ne peut pas débiter les travaux à la réception de cet avis.

ANNEXE :

Hôtel Pierrard (ancien), situé 75104|Paris 04|11 place des Vosges ; 75104|Paris 04|12 rue de Turenne.
Partiellement Classé au titre des monuments historiques classement le 26/10/1954.

Site patrimonial remarquable du Marais



Plan de cadastre, 1/2000° © paris.fr

- Informations cadastrales :
- Feuille cadastrale : 000 AO 01
 - Parcelle : 6
 - Surface de la parcelle : 761 m²



Extrait du PSMV du Marais, 1/2000° © paris.fr

Protections au titre des PSMV

	Immeuble ou partie d'immeuble protégé au titre de son intérêt patrimonial de type A
	Immeuble ou partie d'immeuble protégé au titre de son intérêt patrimonial de type B
	Immeuble ou partie d'immeuble pouvant être conservé, amélioré ou démoli

Espace libre à dominante minérale

	Cour ou espace d'intérêt patrimonial et/ou historique majeur
	Cour ou espace de dégagement

Espace libre à dominante végétale

	Jardin ou espace d'intérêt patrimonial et/ou historique majeur
	Jardin ou espace de dégagement à dominante végétale
	Jardin ou espace de dégagement à dominante végétale sur dalle

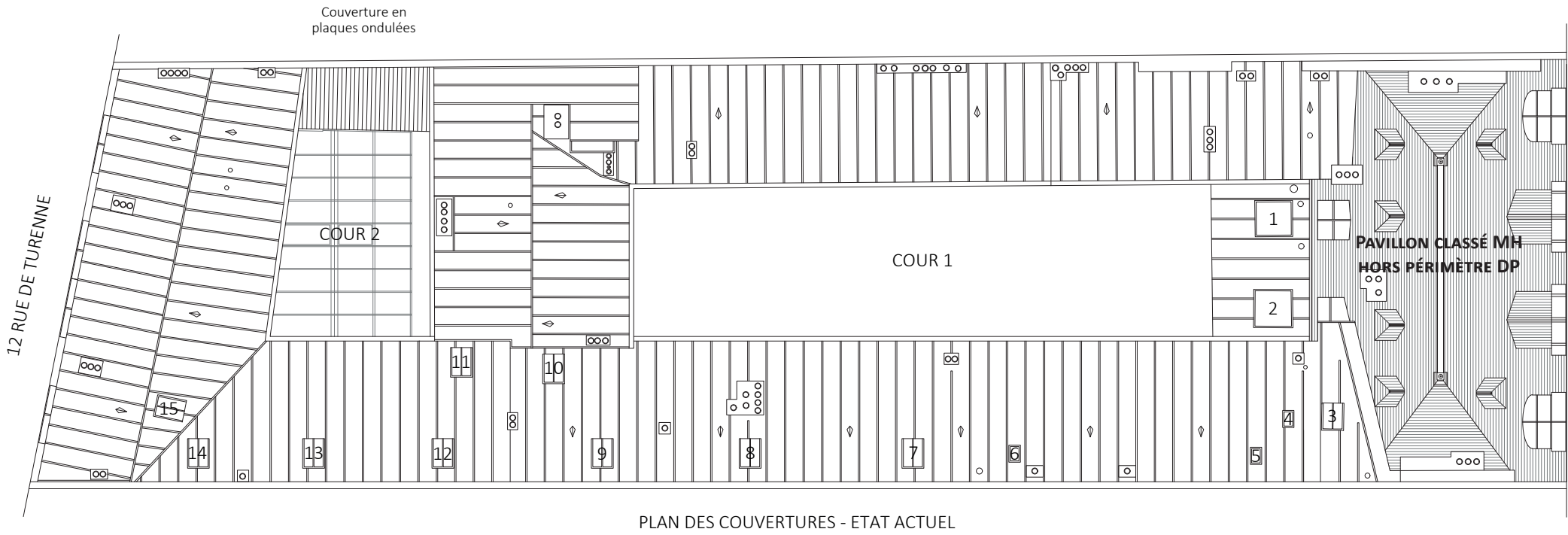
Protection au titre des MH

	Immeuble protégé en totalité
	Façade et/ou toiture protégées
	Élément de construction ou vestige protégé
	Espace libre protégé (cour)
	Espace libre protégé (jardin)

L'ancien hôtel de Villacerf est situé dans le IV^e arrondissement de Paris, au n°11 de la place des Vosges, sur une parcelle qui s'étend jusqu'à la rue de Turenne.

La parcelle est située dans le périmètre du **Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur du Marais**, créé en 1964, révisé par décret ministériel du 15 juin 2006 et approuvé par arrêté du Préfet de la région d'Île-de-France, Préfet de Paris, du 18 décembre 2013.

L'ensemble immobilier concerné par le projet bénéficie également d'une protection au titre des Monuments Historiques : classement par arrêté du 26 octobre 1954 (la façade sur la place ; la galerie voûtée sous les arcades, y compris le sol ; l'ensemble des toitures [couvertures & charpentes] du bâtiment sur la place).



PLAN DES COUVERTURES - ETAT ACTUEL

11 PLACE DES VOSGES

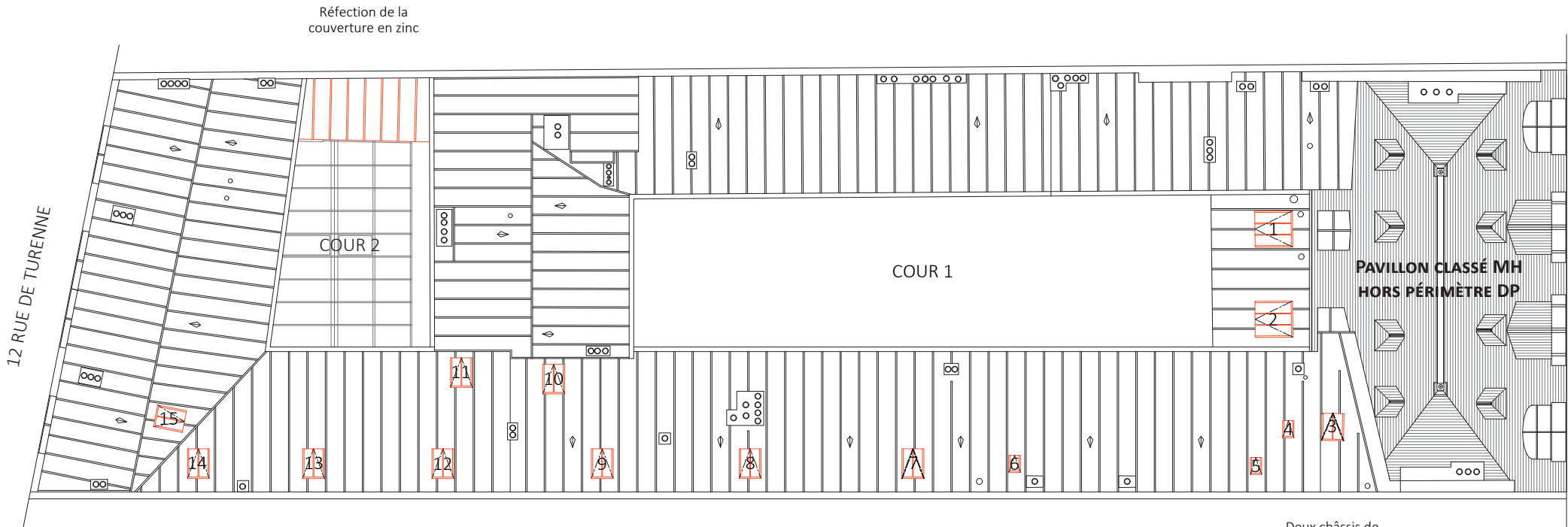
LEGENDE TRAVAUX / CHASSIS ET INTERVENTIONS PONCTUELLES :

- Existant conservé
- Existant supprimé
- Neuf créé ou remplacé



Les châssis parisiens sont prévus remplacés à l'identique de l'existant. Les châssis de type "velux" seront remplacés par des fenêtres de toit patrimoine de "type Cast PMR" avec petits fer central pour se rapprocher de l'esprit des châssis parisiens.

Tous les châssis sont prévus sur mesure à l'identique de l'existant : aucune modification de dimension n'est prévue.



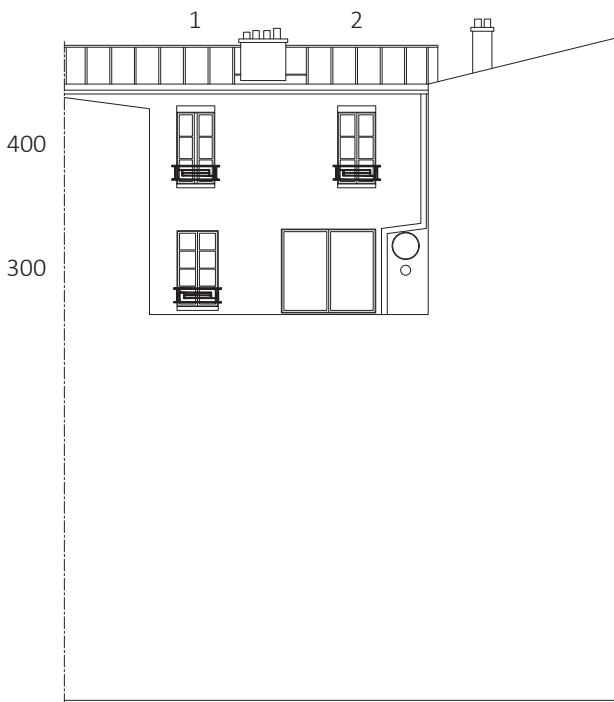
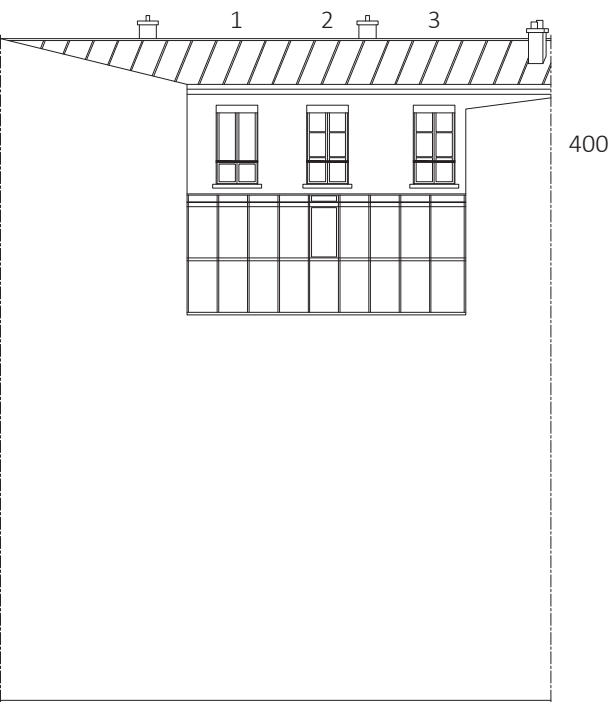
PLAN DES COUVERTURES - ETAT PROJETE

11 PLACE DES VOSGES

NOTA : seules les interventions sur les couvertures en zinc sont incluses dans la déclaration préalable. Les couvertures du pavillon en ardoises sont concernées par la demande d'autorisation de travaux sur immeuble classé.

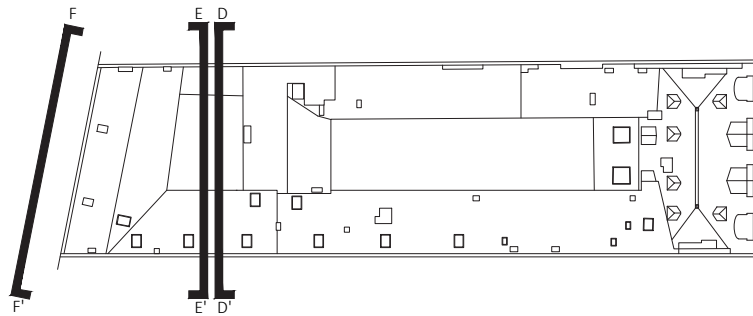
Plans de principe établis sur la base des relevés du cabinet SERRAIN & Associé, géomètres-experts (2019). Les dessins sont donnés à titre indicatif. Ils pourront être légèrement ajustés au moment de la réalisation des plans d'exécution, pour les besoins du projet. Les entreprises sont tenues de vérifier toutes les mesures et de signaler à l'architecte toutes les erreurs ou omissions qu'elles pourraient trouver.



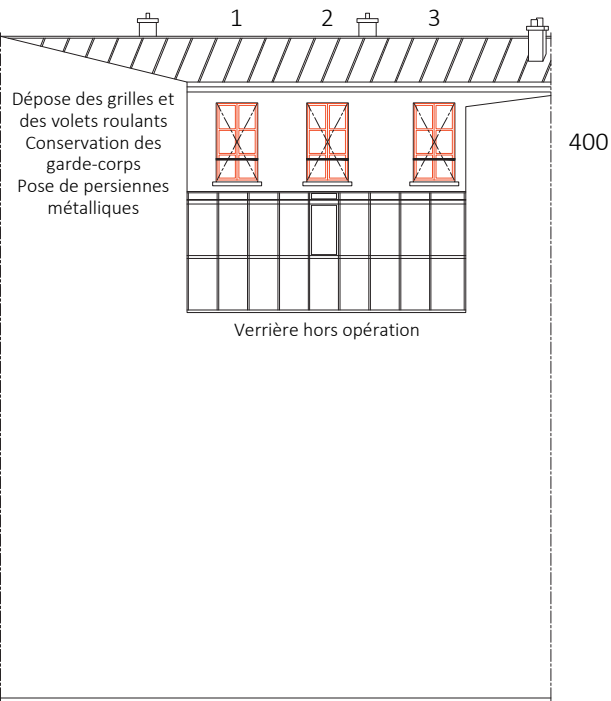


LEGENDE TRAVAUX / MENUISERIES ET INTERVENTIONS PONCTUELLES :

Existant conservé —
Neuf créé —

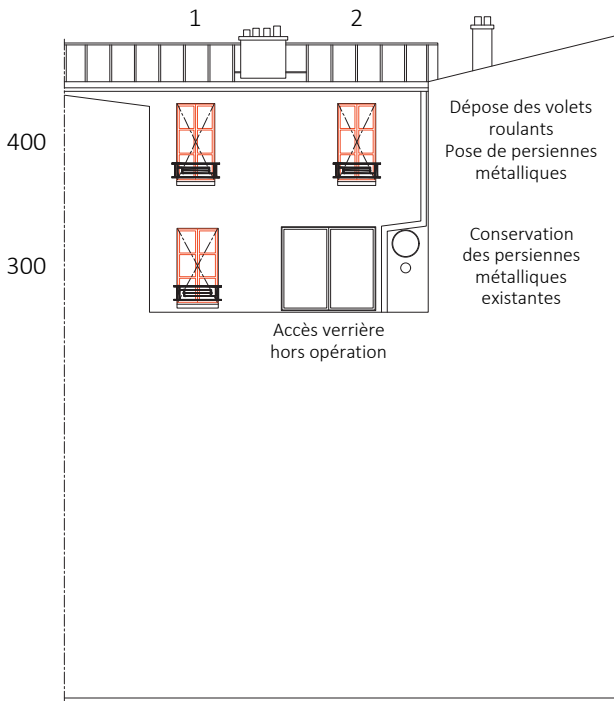


Dépose des grilles
Conservation des
garde-corps et
des persiennes
métalliques



Dépose des grilles et
des volets roulants
Conservation des
garde-corps
Pose de persiennes
métalliques

Verrière hors opération



Dépose des volets
roulants
Pose de persiennes
métalliques

Conservation
des persiennes
métalliques
existantes

Accès verrière
hors opération

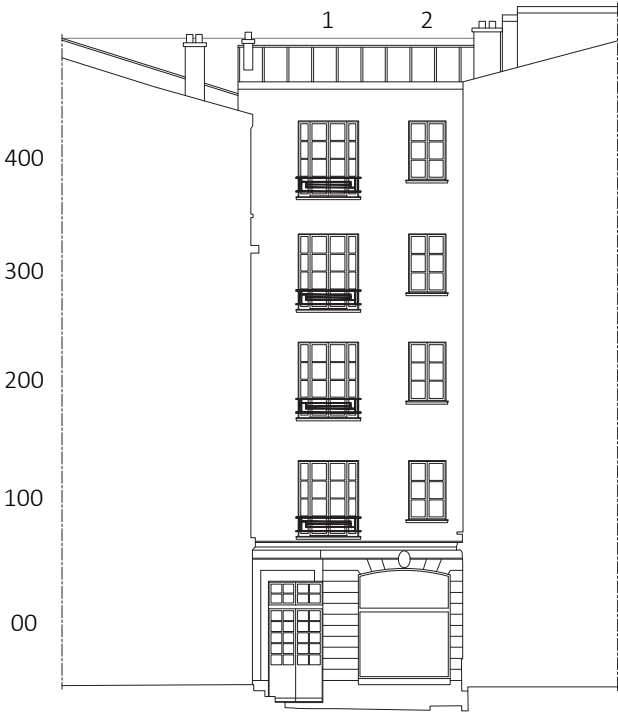
FACADE 12 RUE DE TURENNE [RT] - COUPE FF'

COUR 2 - FACADE OUEST [C2O] - COUPE EE'

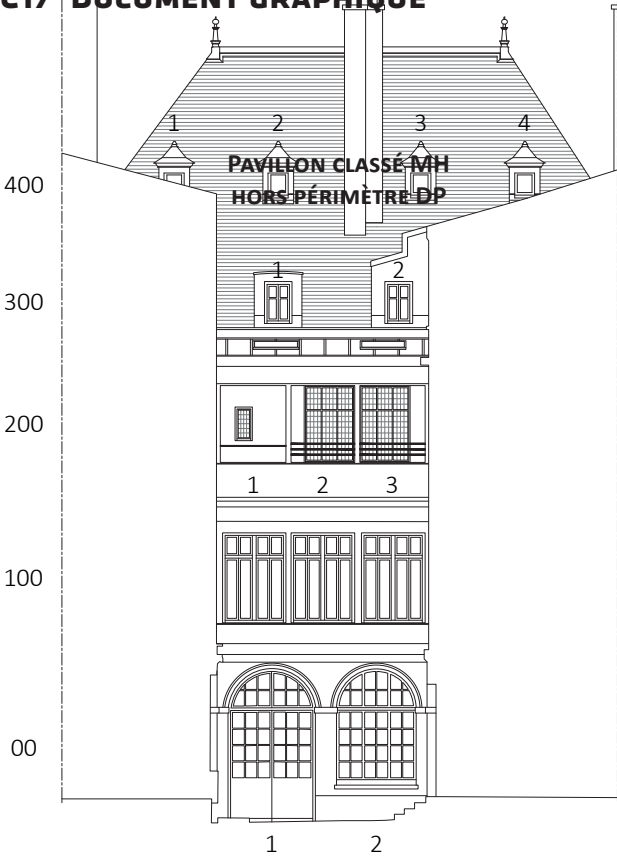
COUR 2 - FACADE EST [C2E] - COUPE DD'



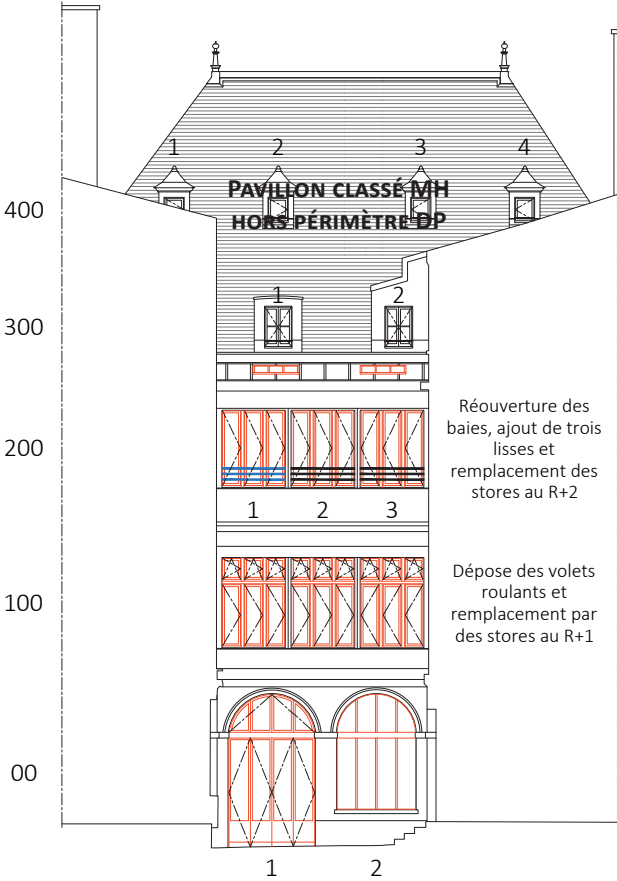
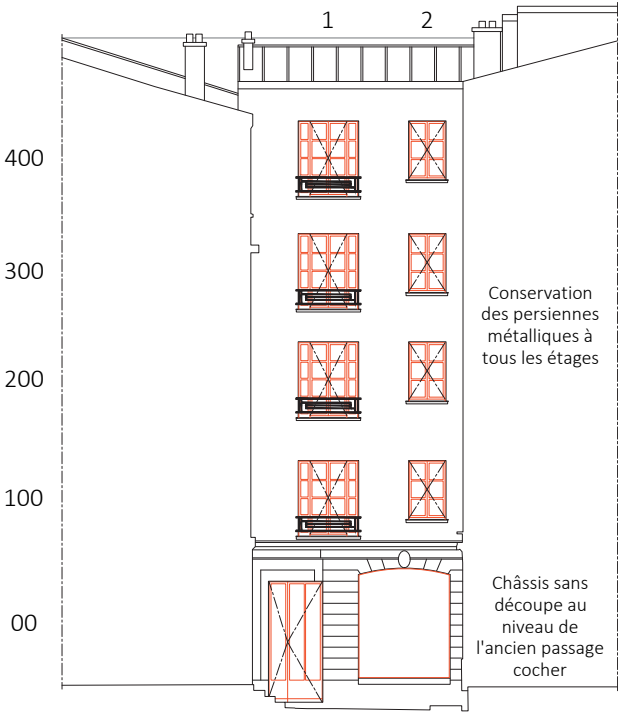
0 1 m 5 m 10 m Ech. 1/200



COUR 1 - FACADE OUEST [C1O] - COUPE CC'



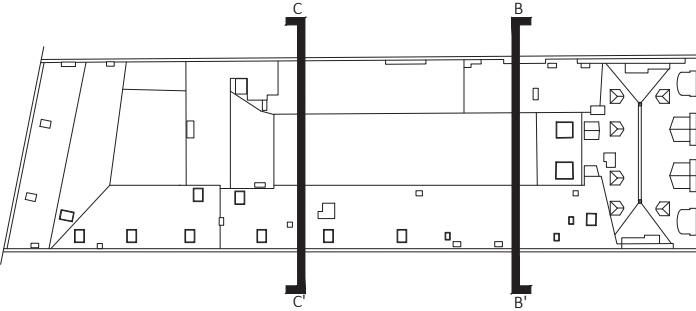
COUR 1 - FACADE EST [C1E] - COUPE BB'



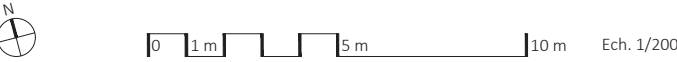
IV - REMPLACEMENT & RESTAURATION DES MENUISERIES
FAÇADE OUEST & EST COUR PRINCIPALE

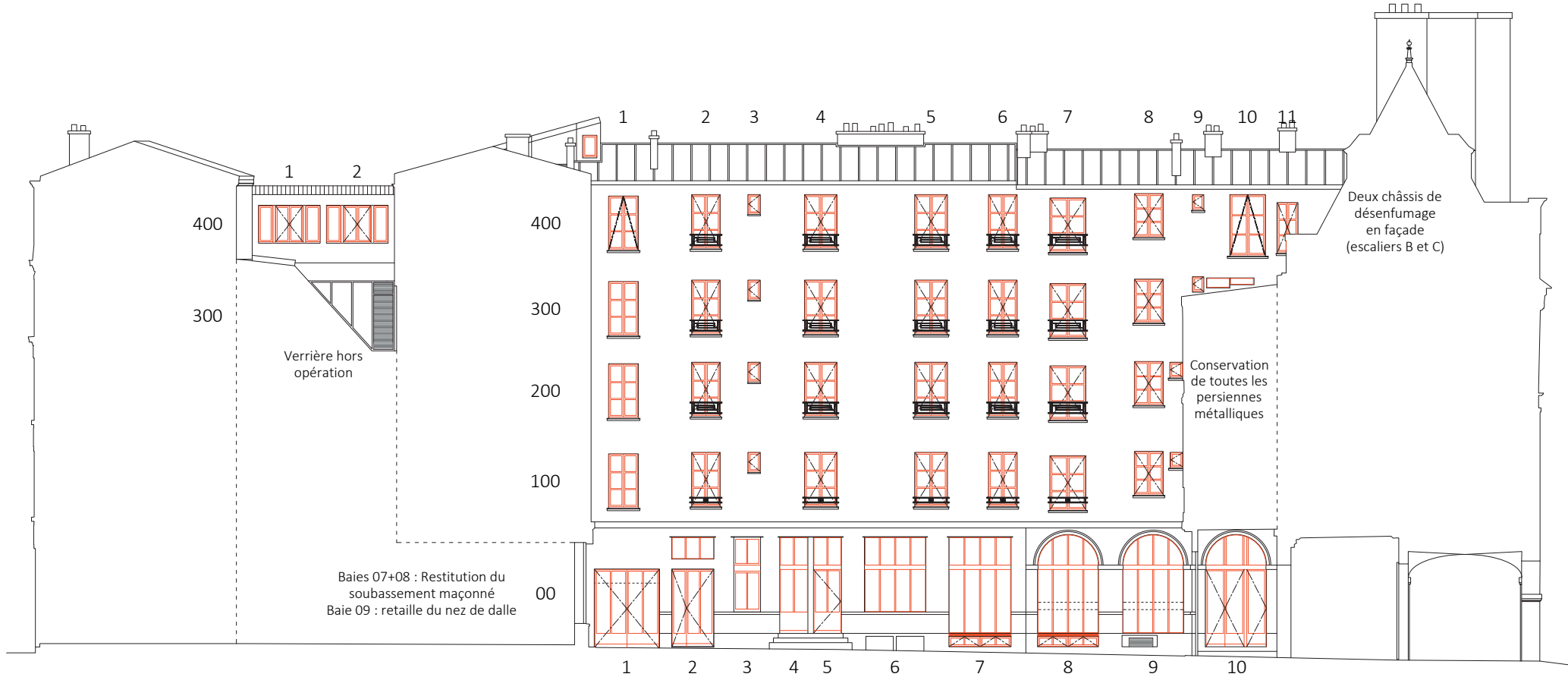
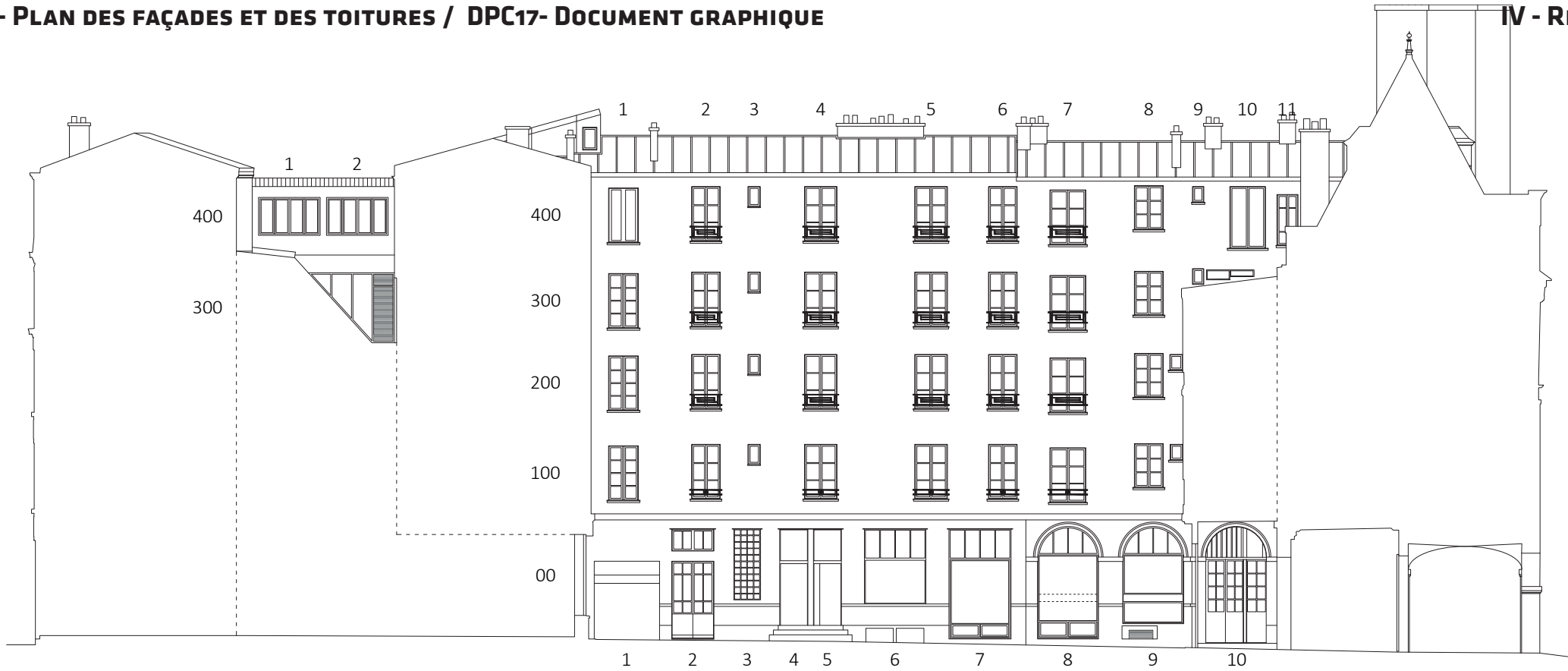
LEGENDE TRAVAUX / MENUISERIES ET INTERVENTIONS PONCTUELLES :

- Existant conservé
- Existant supprimé
- Neuf créé



Plans de principe établis sur la base des relevés du cabinet SERRAIN & Associé, géomètres-experts (2019). Les dessins sont donnés à titre indicatif. Ils pourront être légèrement ajustés au moment de la réalisation des plans d'exécution, pour les besoins du projet. Les entreprises sont tenues de vérifier toutes les mesures et de signaler à l'architecte toutes les erreurs ou omissions qu'elles pourraient trouver.





RUE DE
TURENNE

COUR 2 - FACADE NORD [C2N]

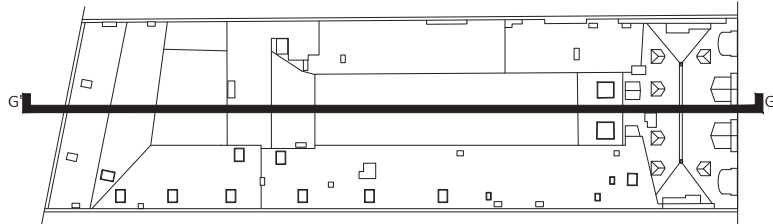
COUR 1 - FACADE NORD [C1N]

PASSAGE
COCHER

GALERIE
PLACE DES VOSGES

LEGENDE TRAVAUX / MENUISERIES ET INTERVENTIONS PONCTUELLES :

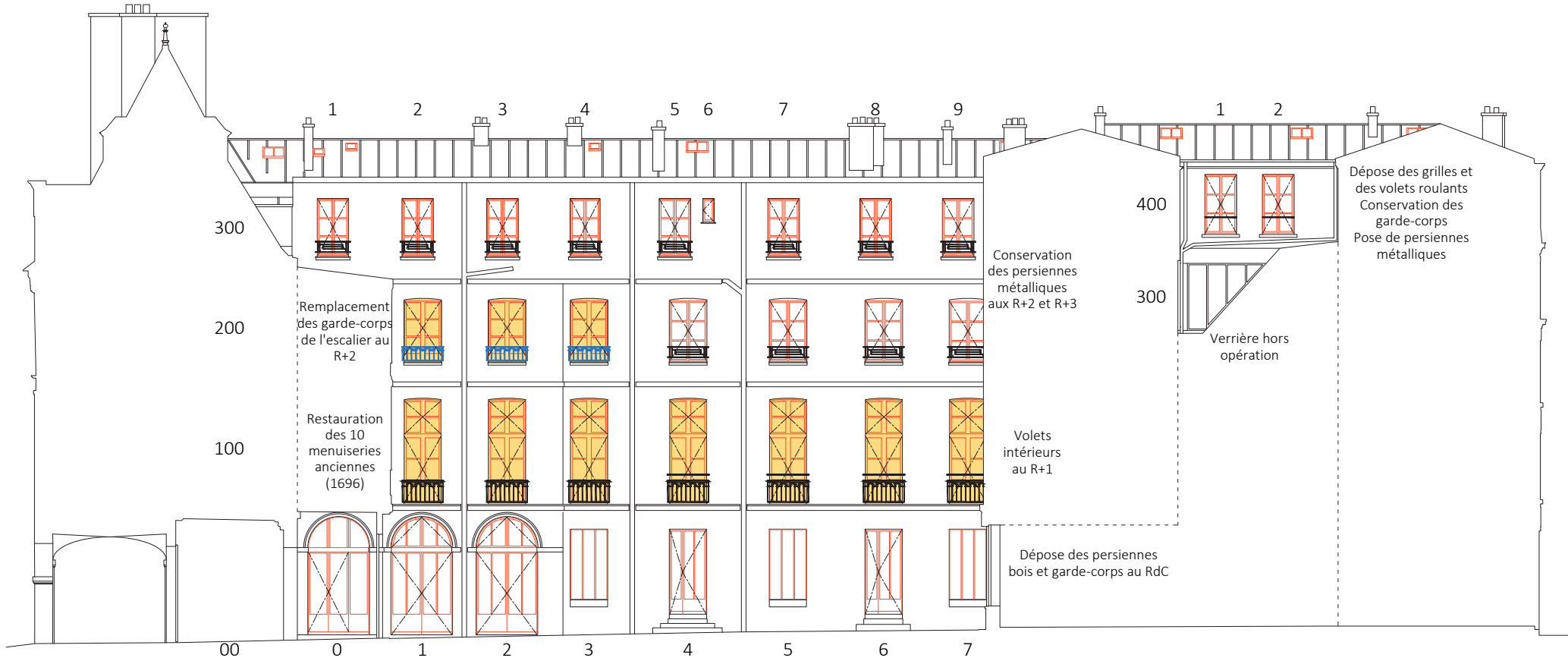
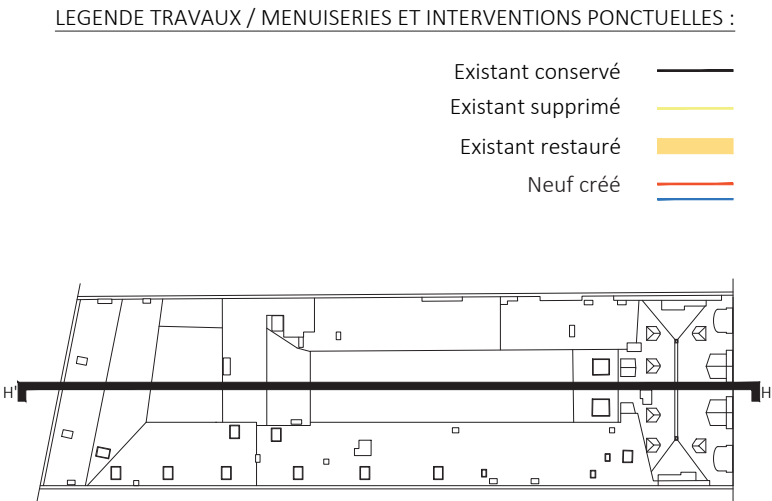
- Existant conservé
- Existant supprimé
- Neuf créé



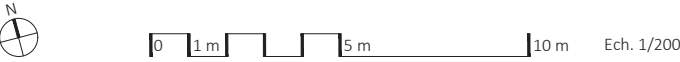
Plans de principe établis sur la base des relevés du cabinet SERRAIN & Associé, géomètres-experts (2019). Les dessins sont donnés à titre indicatif. Ils pourront être légèrement ajustés au moment de la réalisation des plans d'exécution, pour les besoins du projet. Les entreprises sont tenues de vérifier toutes les mesures et de signaler à l'architecte toutes les erreurs ou omissions qu'elles pourraient trouver.

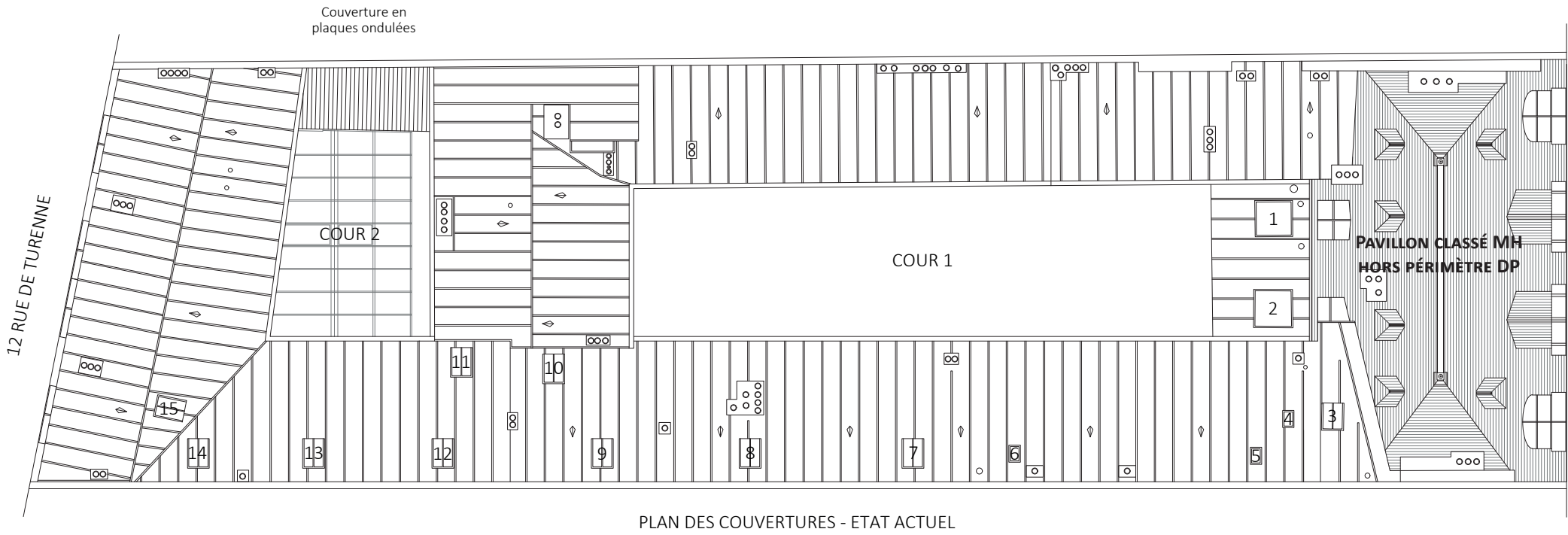


0 1 m 5 m 10 m Ech. 1/200



Plans de principe établis sur la base des relevés du cabinet SERRAIN & Associé, géomètres-experts (2019). Les dessins sont donnés à titre indicatif. Ils pourront être légèrement ajustés au moment de la réalisation des plans d'exécution, pour les besoins du projet. Les entreprises sont tenues de vérifier toutes les mesures et de signaler à l'architecte toutes les erreurs ou omissions qu'elles pourraient trouver.





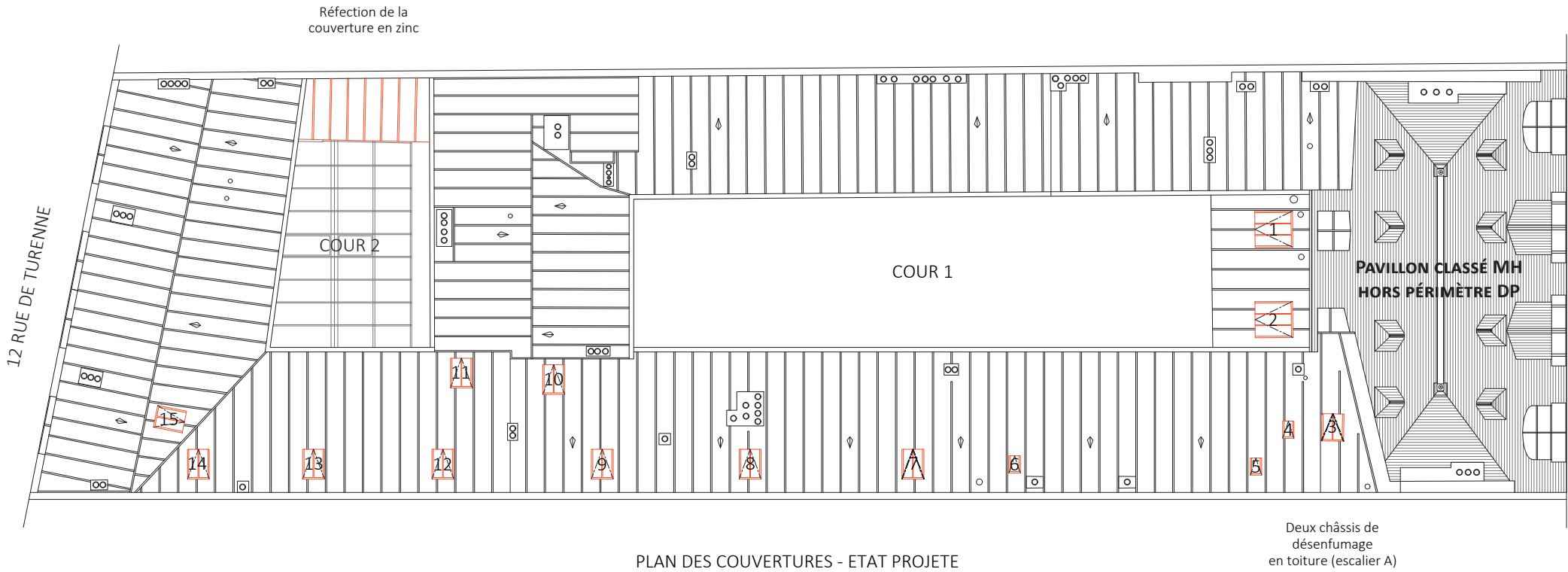
LEGENDE TRAVAUX / CHASSIS ET INTERVENTIONS PONCTUELLES :

- Existant conservé
- Existant supprimé
- Neuf créé ou remplacé



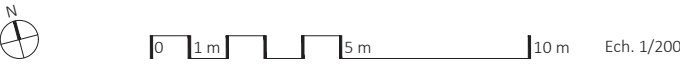
Les châssis parisiens sont prévus remplacés à l'identique de l'existant. Les châssis de type "velux" seront remplacés par des fenêtres de toit patrimoine de "type Cast PMR" avec petits fer central pour se rapprocher de l'esprit des châssis parisiens.

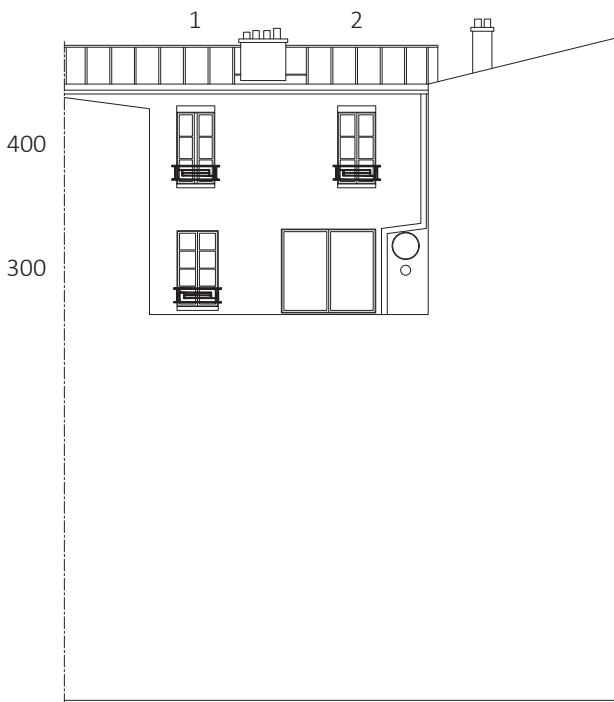
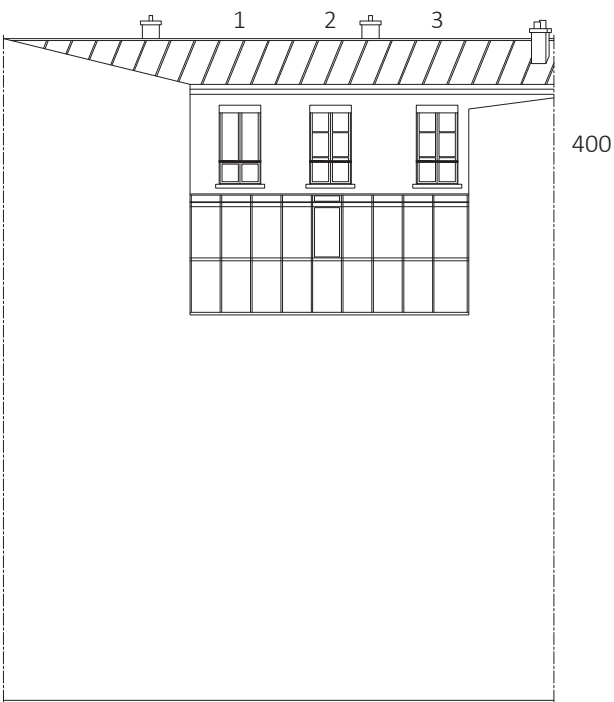
Tous les châssis sont prévus sur mesure à l'identique de l'existant : aucune modification de dimension n'est prévue.



NOTA : seules les interventions sur les couvertures en zinc sont incluses dans la déclaration préalable. Les couvertures du pavillon en ardoises sont concernées par la demande d'autorisation de travaux sur immeuble classé.

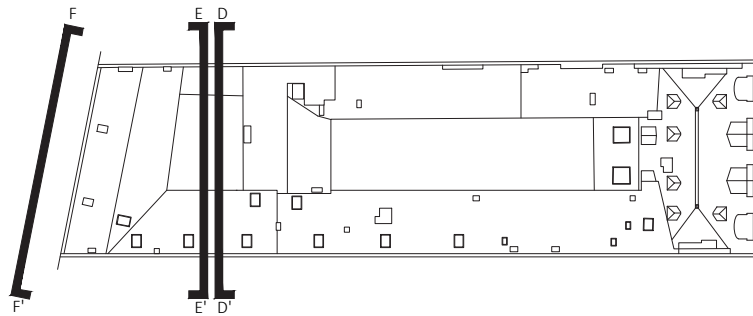
Plans de principe établis sur la base des relevés du cabinet SERRAIN & Associé, géomètres-experts (2019). Les dessins sont donnés à titre indicatif. Ils pourront être légèrement ajustés au moment de la réalisation des plans d'exécution, pour les besoins du projet. Les entreprises sont tenues de vérifier toutes les mesures et de signaler à l'architecte toutes les erreurs ou omissions qu'elles pourraient trouver.



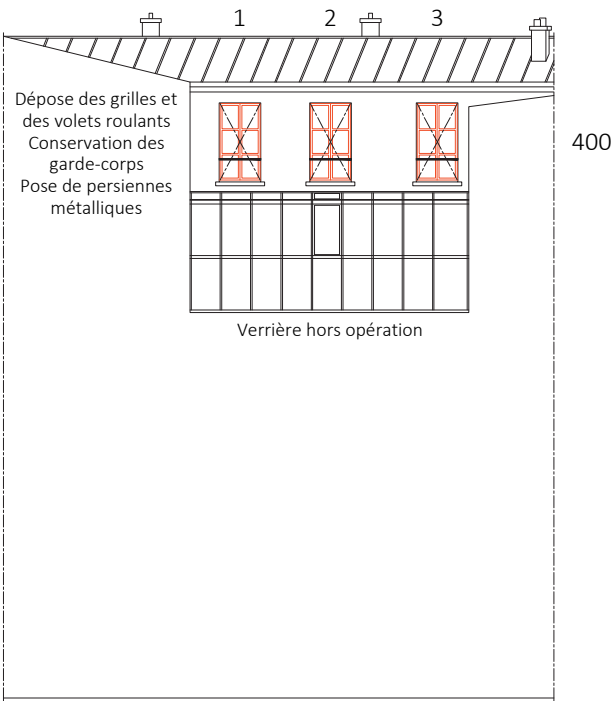


LEGENDE TRAVAUX / MENUISERIES ET INTERVENTIONS PONCTUELLES :

Existant conservé —
Neuf créé —

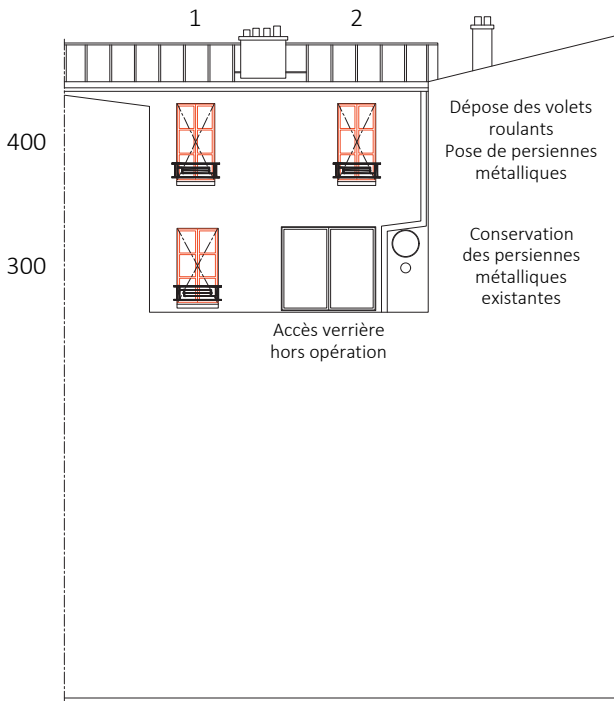


Dépose des grilles
Conservation des
garde-corps et
des persiennes
métalliques



Dépose des grilles et
des volets roulants
Conservation des
garde-corps
Pose de persiennes
métalliques

Verrière hors opération



Dépose des volets
roulants
Pose de persiennes
métalliques

Conservation
des persiennes
métalliques
existantes

Accès verrière
hors opération

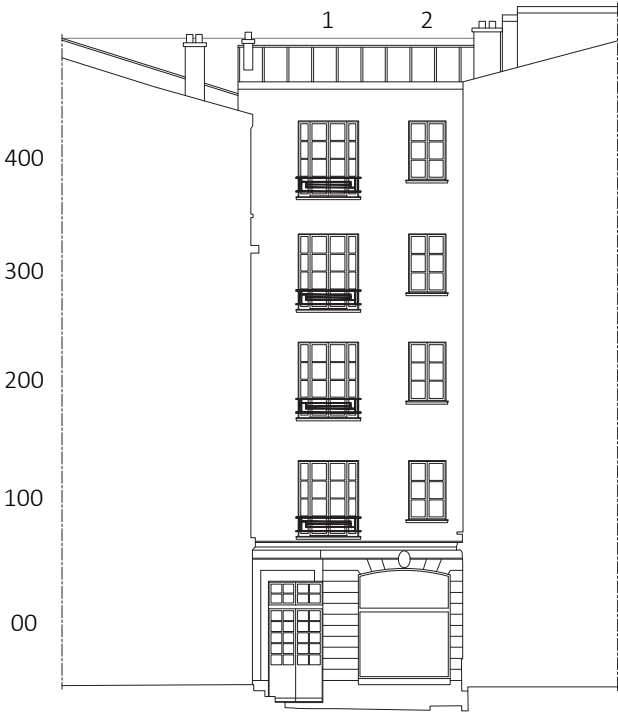
FACADE 12 RUE DE TURENNE [RT] - COUPE FF'

COUR 2 - FACADE OUEST [C2O] - COUPE EE'

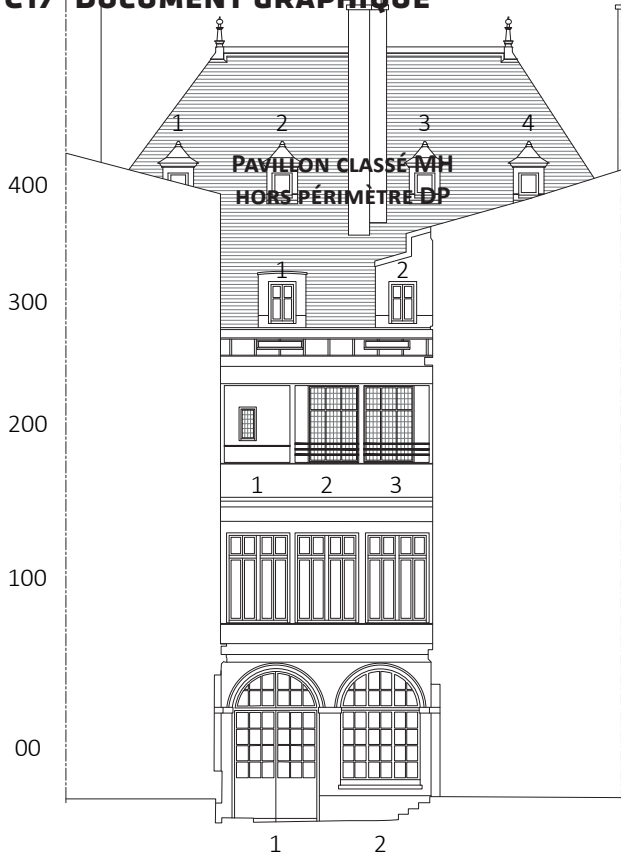
COUR 2 - FACADE EST [C2E] - COUPE DD'



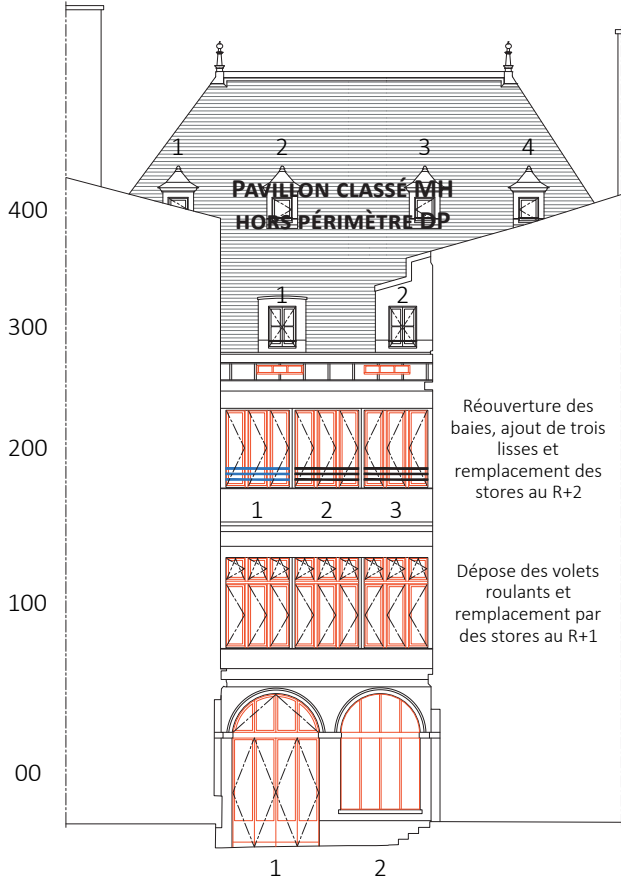
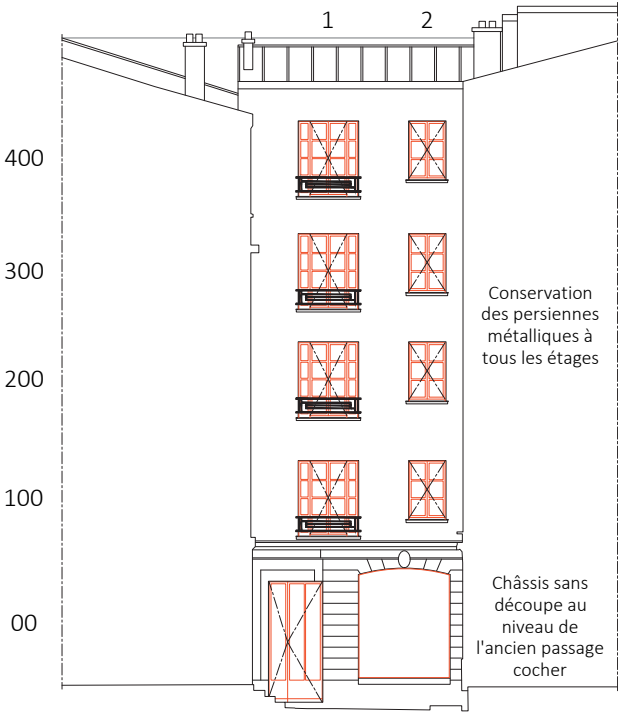
0 1 m 5 m 10 m Ech. 1/200



COUR 1 - FACADE OUEST [C10] - COUPE CC'



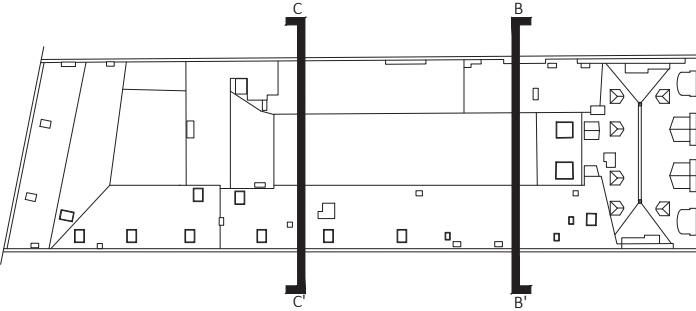
COUR 1 - FACADE EST [C1E] - COUPE BB'



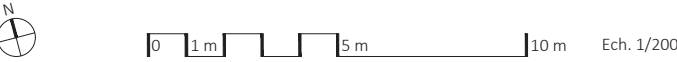
IV - REMPLACEMENT & RESTAURATION DES MENUISERIES
FAÇADE OUEST & EST COUR PRINCIPALE

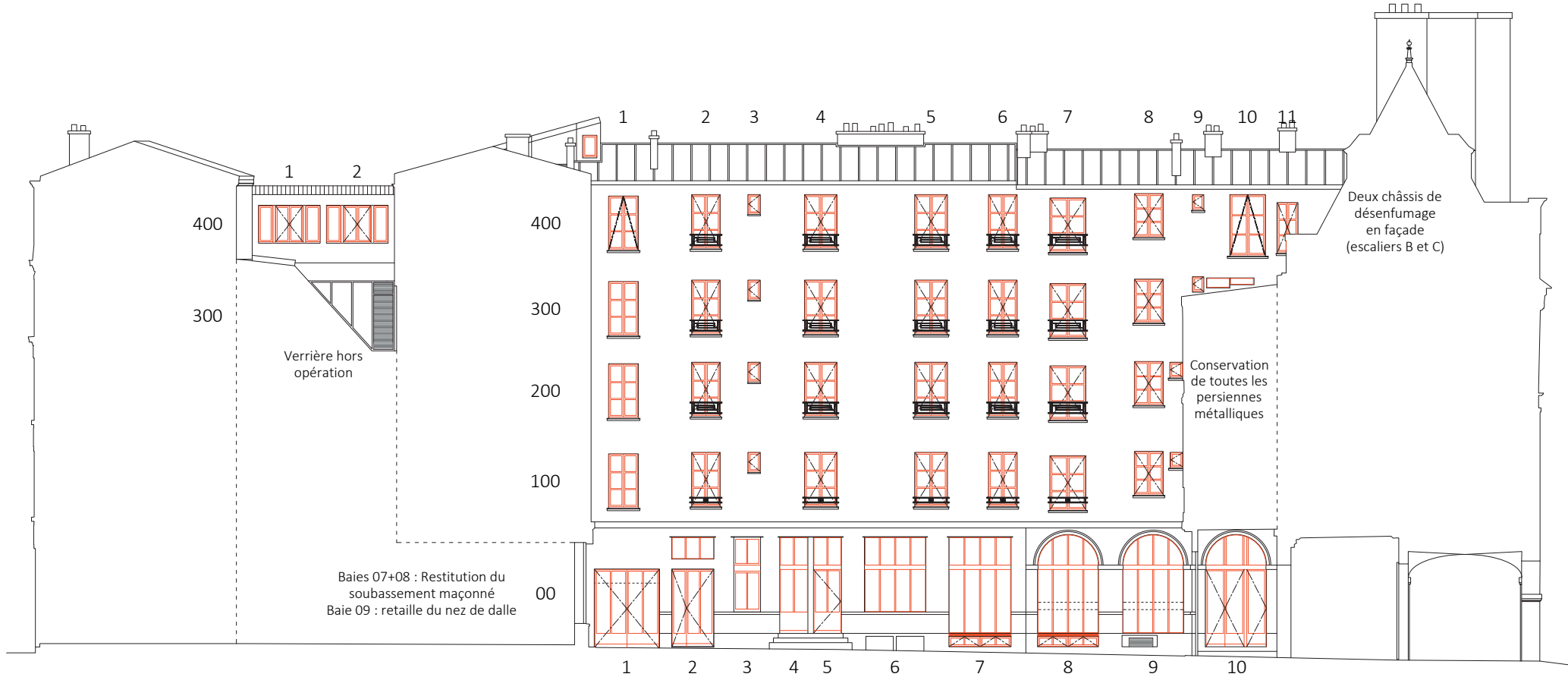
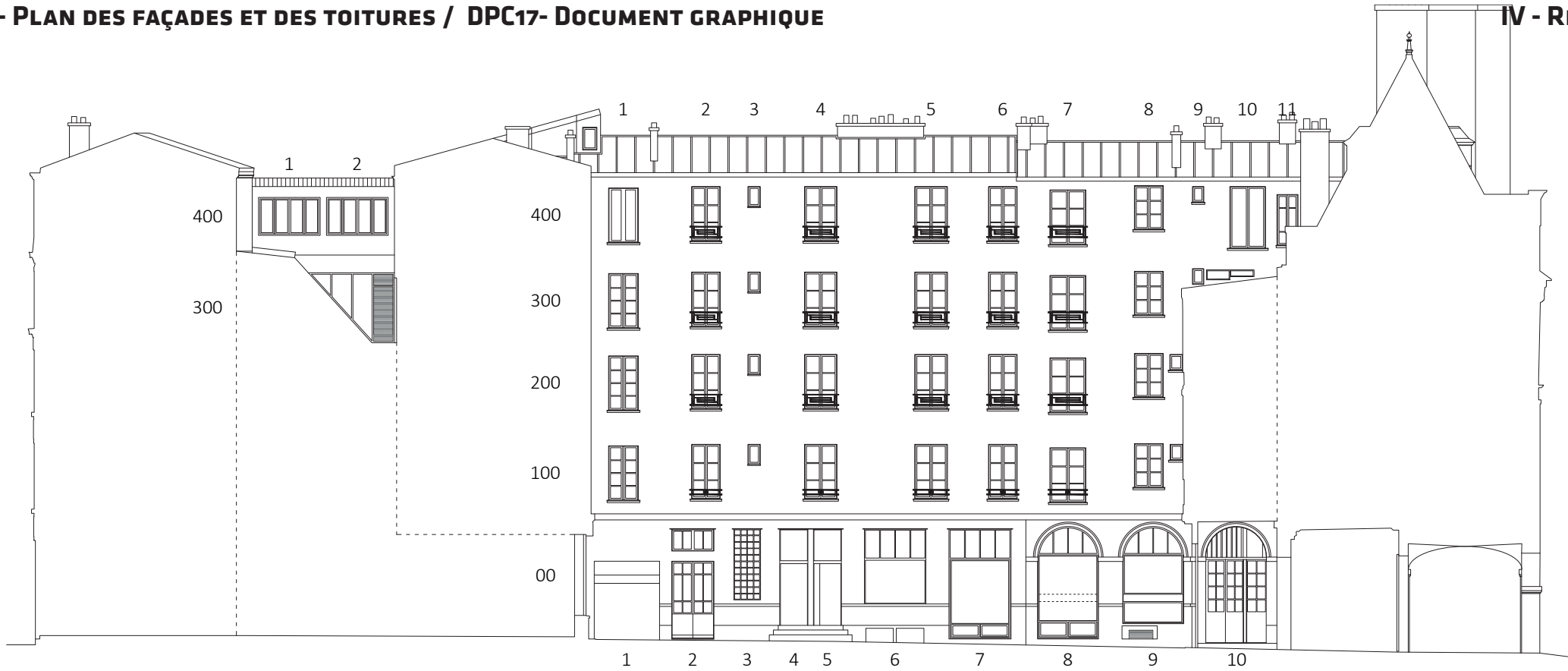
LEGENDE TRAVAUX / MENUISERIES ET INTERVENTIONS PONCTUELLES :

- Existant conservé
- Existant supprimé
- Neuf créé



Plans de principe établis sur la base des relevés du cabinet SERRAIN & Associé, géomètres-experts (2019). Les dessins sont donnés à titre indicatif. Ils pourront être légèrement ajustés au moment de la réalisation des plans d'exécution, pour les besoins du projet. Les entreprises sont tenues de vérifier toutes les mesures et de signaler à l'architecte toutes les erreurs ou omissions qu'elles pourraient trouver.





RUE DE
TURENNE

COUR 2 - FACADE NORD [C2N]

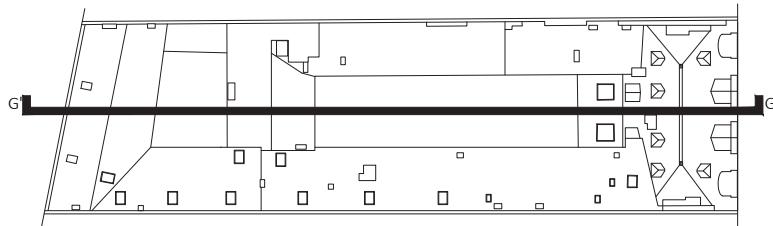
COUR 1 - FACADE NORD [C1N]

PASSAGE
COCHER

GALERIE
PLACE DES VOSGES

LEGENDE TRAVAUX / MENUISERIES ET INTERVENTIONS PONCTUELLES :

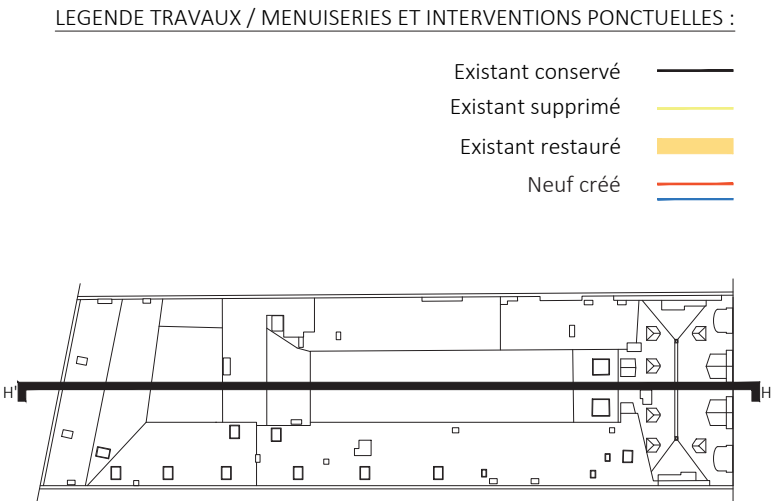
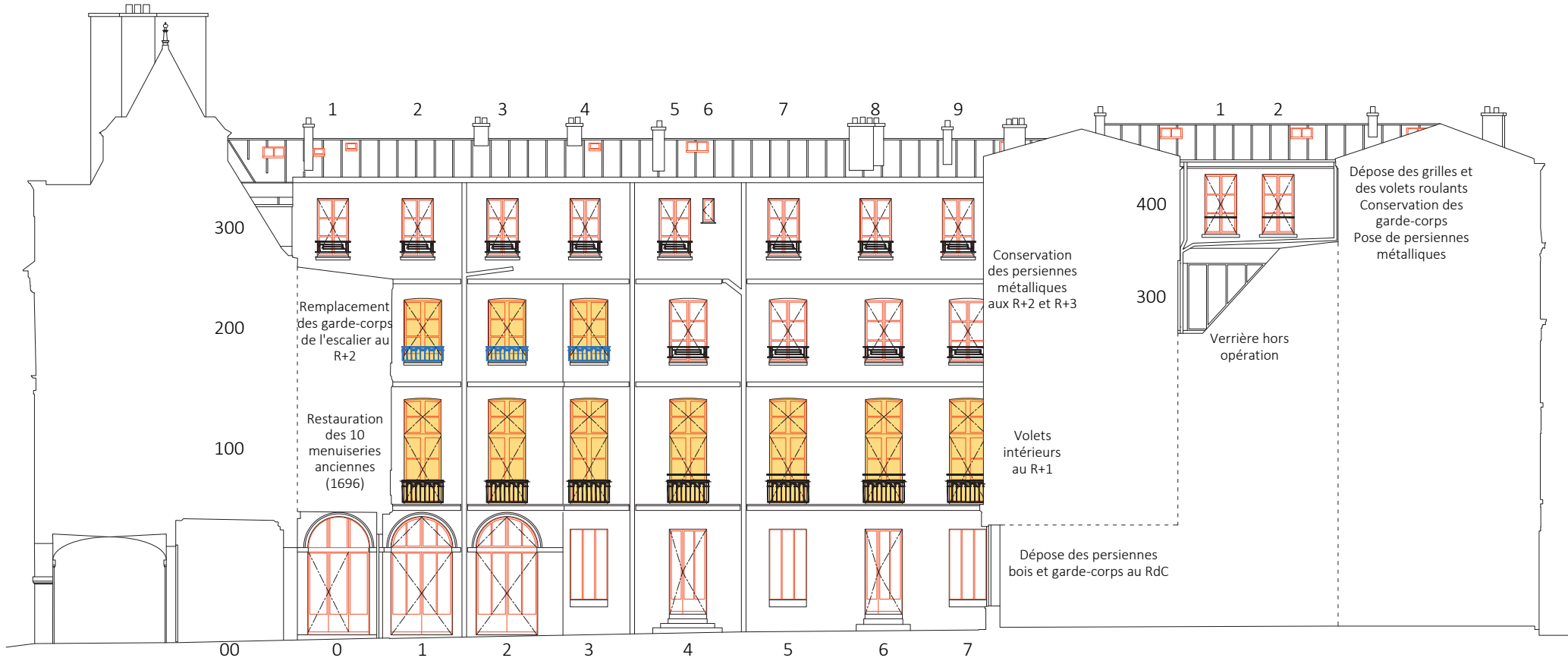
Existant conservé
Existant supprimé
Neuf créé



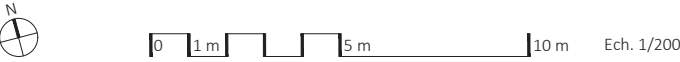
Plans de principe établis sur la base des relevés du cabinet SERRAIN & Associé, géomètres-experts (2019). Les dessins sont donnés à titre indicatif. Ils pourront être légèrement ajustés au moment de la réalisation des plans d'exécution, pour les besoins du projet. Les entreprises sont tenues de vérifier toutes les mesures et de signaler à l'architecte toutes les erreurs ou omissions qu'elles pourraient trouver.



0 1 m 5 m 10 m Ech. 1/200



Plans de principe établis sur la base des relevés du cabinet SERRAIN & Associé, géomètres-experts (2019). Les dessins sont donnés à titre indicatif. Ils pourront être légèrement ajustés au moment de la réalisation des plans d'exécution, pour les besoins du projet. Les entreprises sont tenues de vérifier toutes les mesures et de signaler à l'architecte toutes les erreurs ou omissions qu'elles pourraient trouver.

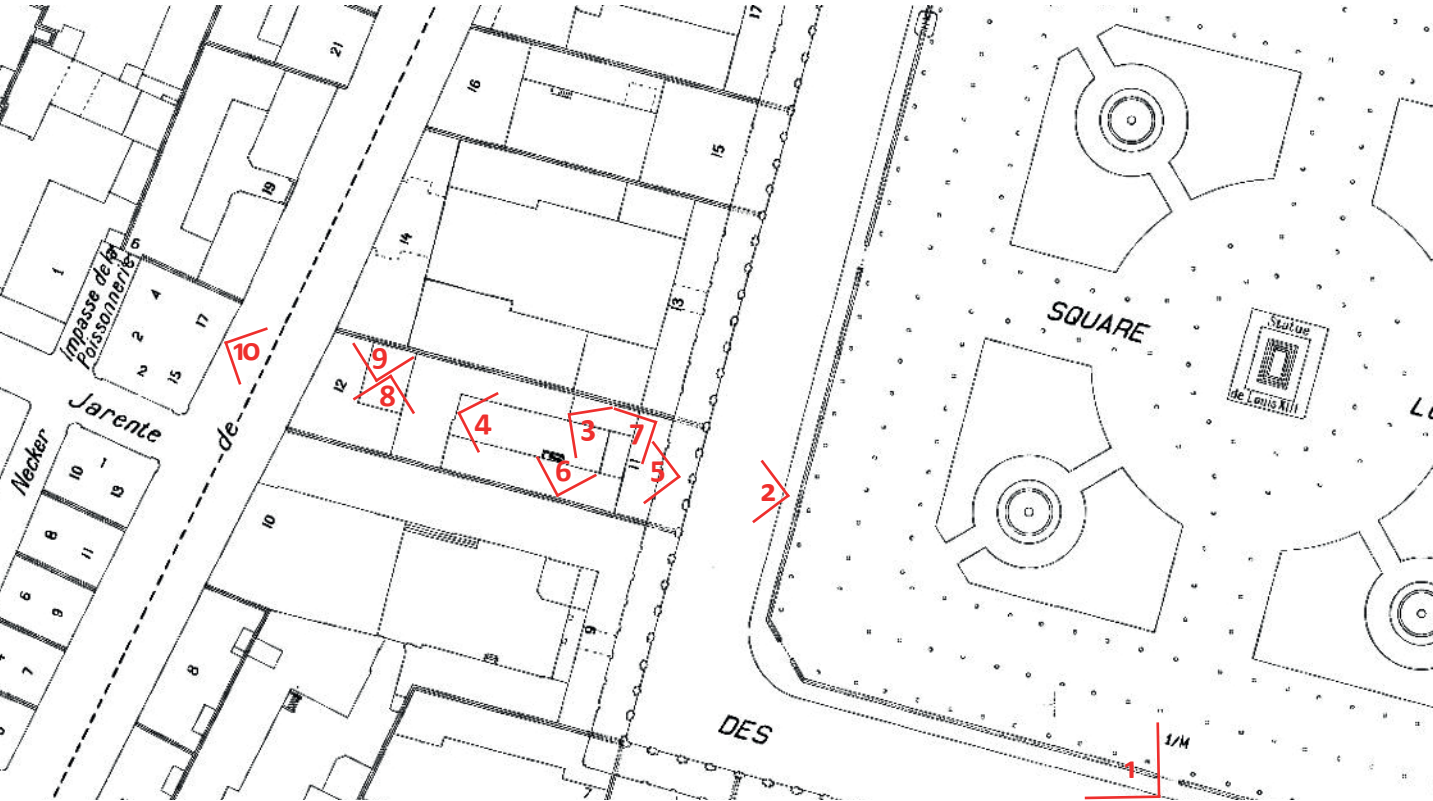




Vue d'ensemble du flanc Ouest de la place des Vosges. L'hôtel de Villacerf est le troisième depuis l'angle Sud-Ouest de la place.



Pavillon de l'hôtel de Villacerf, 11 place des Vosges.



Vue de la couverture arrière du pavillon de l'hôtel de Villacerf et de la sur-épaisseur en façade Est de la cour principale.

Les dispositions des pavillons qui bordent la place Royale sont définies dans l'édit de 1605 et également précisées dans les actes portant sur les dons de terrains.

Les façades sur place de chaque pavillon devaient respecter les dispositions suivantes :

- au rez-de-chaussée, une galerie ouverte au public composée de quatre arcades en plein cintre séparées entre elles par des piles rectangulaires ;
- aux premier et deuxième étages, des fenêtres axées sur les arcades inférieures, soulignées de chaînages et de bandeaux en pierre ;
- au-dessus de la corniche, un comble droit à deux croupes, couvert d'ardoise et couronné par un faitage en plomb encadré de deux épis réalisés dans le même matériau ;
- enfin, de hautes souches de cheminée latérales soulignant le rythme des pavillons.

La façade place des Vosges du pavillon de l'hôtel de Villacerf présente toujours ces dispositions. La façade sur cour a quant à elle disparu avec l'épaississement du corps de logis, du rez-de-chaussée à la corniche. Le comble sur cour a conservé sa forme symétrique d'origine.

La façade sur la place et l'ensemble des toitures (couvertures et charpentes) sont classées au titre des Monuments Historiques et font l'objet de la demande d'autorisation de travaux sur Monument Historique.

Les façades sur la cour principale en maçonnerie enduite s'élèvent sur 3 ou 4 niveaux au dessus du rez-de-chaussée.

La courette est couverte à mi-hauteur par une verrière, seuls les deux derniers niveaux restent ouverts sur l'extérieur.

La façade sur la rue de Turenne en brique est surmontée par un raide brisis en ardoises.

Les façades sur la cour principale, la courette et la rue de Turenne ne sont pas protégées au titre des Monuments Historiques et font l'objet de la déclaration préalable.



Cour principale : façade Est sur-épaissie (revers du corps de logis place des Vosges).



Cour principale : façade Ouest (aile en retour entre les deux cours).



Cour secondaire : façade Sud.



Cour principale : façade Sud (vue partielle).



Cour principale : façade Nord (vue partielle).



Cour secondaire : façade Nord.



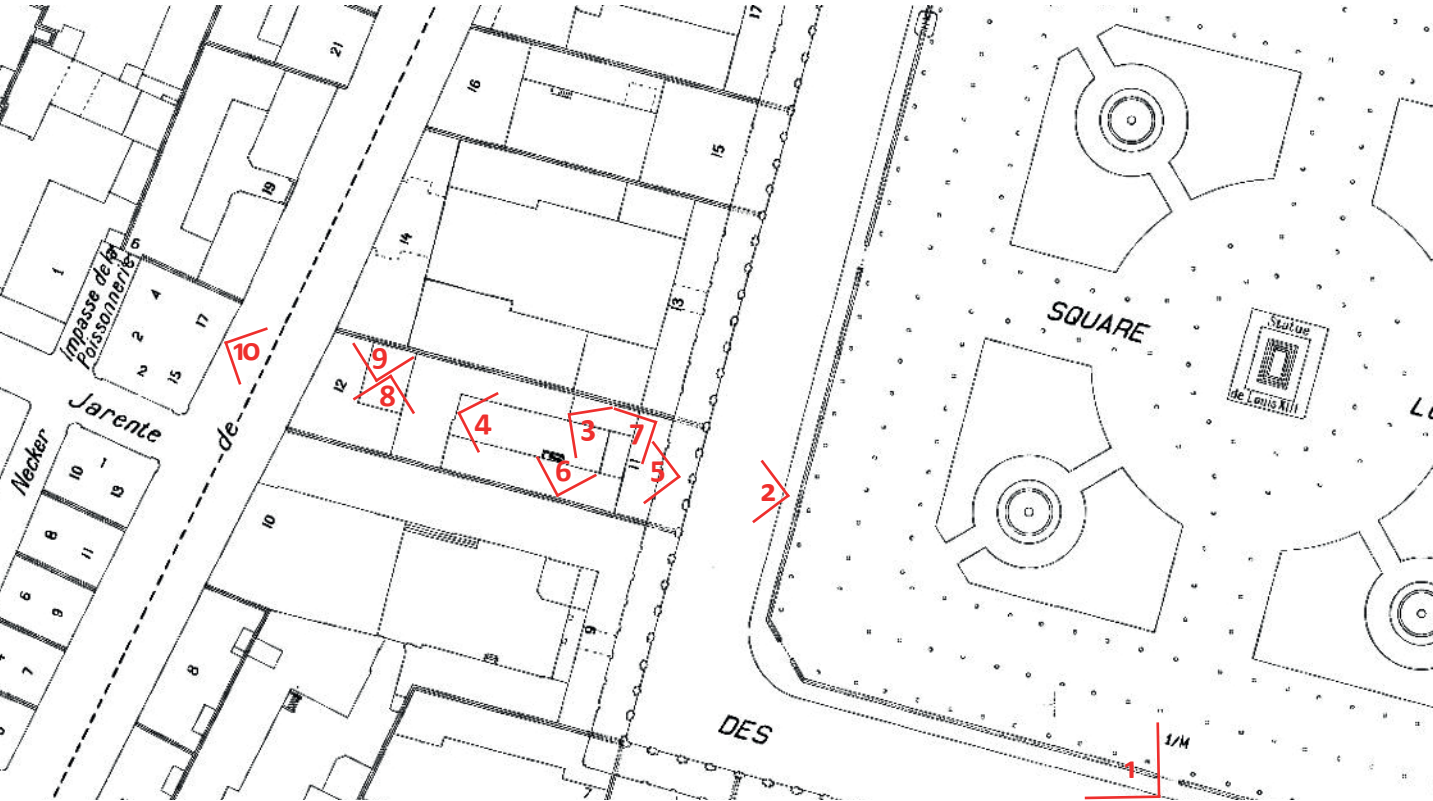
Façade rue de Turenne.



Vue d'ensemble du flanc Ouest de la place des Vosges. L'hôtel de Villacerf est le troisième depuis l'angle Sud-Ouest de la place.



Pavillon de l'hôtel de Villacerf, 11 place des Vosges.



Vue de la couverture arrière du pavillon de l'hôtel de Villacerf et de la sur-épaisseur en façade Est de la cour principale.

Les dispositions des pavillons qui bordent la place Royale sont définies dans l'édit de 1605 et également précisées dans les actes portant sur les dons de terrains.

Les façades sur place de chaque pavillon devaient respecter les dispositions suivantes :

- au rez-de-chaussée, une galerie ouverte au public composée de quatre arcades en plein cintre séparées entre elles par des piles rectangulaires ;
- aux premier et deuxième étages, des fenêtres axées sur les arcades inférieures, soulignées de chaînages et de bandeaux en pierre ;
- au-dessus de la corniche, un comble droit à deux croupes, couvert d'ardoise et couronné par un faîtage en plomb encadré de deux épis réalisés dans le même matériau ;
- enfin, de hautes souches de cheminée latérales soulignant le rythme des pavillons.

La façade place des Vosges du pavillon de l'hôtel de Villacerf présente toujours ces dispositions. La façade sur cour a quant à elle disparu avec l'épaississement du corps de logis, du rez-de-chaussée à la corniche. Le comble sur cour a conservé sa forme symétrique d'origine.

La façade sur la place et l'ensemble des toitures (couvertures et charpentes) sont classées au titre des Monuments Historiques et font l'objet de la demande d'autorisation de travaux sur Monument Historique.

Les façades sur la cour principale en maçonnerie enduite s'élèvent sur 3 ou 4 niveaux au dessus du rez-de-chaussée.

La courette est couverte à mi-hauteur par une verrière, seuls les deux derniers niveaux restent ouverts sur l'extérieur.

La façade sur la rue de Turenne en brique est surmontée par un raide brisis en ardoises.

Les façades sur la cour principale, la courette et la rue de Turenne ne sont pas protégées au titre des Monuments Historiques et font l'objet de la déclaration préalable.



Cour principale : façade Est sur-épaissie (revers du corps de logis place des Vosges).



Cour principale : façade Ouest (aile en retour entre les deux cours).



Cour secondaire : façade Sud.



Cour principale : façade Sud (vue partielle).



Cour principale : façade Nord (vue partielle).



Cour secondaire : façade Nord.



Façade rue de Turenne.



ANCIEN HÔTEL DE VILLACERF

11 place des Vosges - 12 rue de Turenne | 75 004 Paris

Partiellement classé Monument Historique par arrêté du 26 octobre 1954

Protégé au titre du PSMV : types A et B - Cour d'intérêt patrimonial et/ou historique majeur

REMPLACEMENT ET RESTAURATION DES MENUISERIES EXTÉRIEURES & RESTAURATION DU PORCHE

Demande d'autorisation de travaux sur immeuble classé

3 juillet 2025

MAÎTRE D'OUVRAGE : ACOSS, pour le compte du CPSTI
38, rue de Valmy | 93 108 Montreuil

MAÎTRE D'ŒUVRE : M+O ARCHITECTES DU PATRIMOINE
52, rue Galande | 75 005 Paris

La parcelle qui s'étend du 11, place des Vosges au 12, rue de Turenne correspond à l'ancien hôtel particulier construit au n°29 de la place Royale en 1607, racheté en 1695 par Jean-Baptiste-Michel COLBERT, seigneur de SAINT-POUANGE et de VILLACERF¹ (1640-1710), cousin du "Grand Colbert" et archevêque de Toulouse. Depuis des travaux ont régulièrement été réalisés : agrandissements, modernisations et restaurations, etc. Le projet présenté dans la présente demande d'autorisation de travaux s'inscrit dans cette évolution et concerne la totalité de la parcelle avec les interventions suivantes :

- le remplacement ou la restauration de l'ensemble des menuiseries afin de répondre au nouvelles réglementations thermiques ;
- l'aménagement du comble du pavillon place des Vosges ;
- la restauration de l'ancien passage cocher.

L'ancien hôtel de Villacerf possède plusieurs protections patrimoniales :

- la façade sur la place, la galerie voûtée sous les arcades, y compris le sol , l'ensemble des toitures [couvertures & charpentes] du bâtiment sur la place) sont classés monument historique par arrêté du 26 octobre 1954 ;
- la parcelle est située dans le périmètre du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur du Marais, créé en 1964.

Ces différents degrés de protections patrimoniales ne permettent pas le dépôt d'un dossier d'autorisation unique pour l'ensemble du projet. La présentation du cadre réglementaire - *Chapitre I* - et le rappel historique - *Chapitre II* - sont communs aux deux dossiers.

Le présent dossier de déclaration préalable porte sur les interventions suivantes :

- **restauration et remplacement des menuiseries des façades sur cour, courette et rue de Turenne - *Chapitre IV***
- **restauration du passage cocher - *Chapitre VI***

Le dossier d'autorisation de travaux déposé simultanément à DRAC Île de France porte sur les interventions suivantes :

- remplacement des menuiseries de la façade place des Vosges- *Chapitre III*
- réaménagement du comble du pavillon place des Vosges - *Chapitre V*.

¹ Également référencé sous les noms d'hôtel PIERRARD, hôtel COLBERT de VILLACERF, hôtel de CREIL ou hôtel VOISENON, nous retenons communément ici le nom de VILLACERF, pour la longue permanence de propriété familiale (122 ans, de 1695 à 1817) et par opposition à l'hôtel situé de l'autre côté de la rue de l'égout (actuel 23 rue de Turenne) dénommé hôtel COLBERT de VILLACERF. Il s'agit de l'appellation retenue par Alexandre GADY dans son article sur l'hôtel, extrait de l'ouvrage *De la place Royale à la place des Vosges* (édité par l'Action artistique de la Ville de Paris, novembre 1996).

I - CADRE RÉGLEMENTAIRE

II - RAPPELS HISTORIQUES

III- REMPLACEMENT DES MENUISERIES CLASSÉES MH
(se reporter au dossier de demande d'autorisation de travaux sur immeuble classé)

IV - REMPLACEMENT & RESTAURATION DES MENUISERIES

V- AMÉNAGEMENT DU COMBLE CLASSÉ MH
(se reporter au dossier de demande d'autorisation de travaux sur immeuble classé)

VI - RESTAURATION DU PASSAGE COCHER

Ancien Hôtel Pierrard, dit aussi hôtel Colbert-de-Villacerf ou de Creil ou Voisenon

Désignation

Dénomination de l'édifice :
Hôtel

Titre courant :
Ancien Hôtel Pierrard, dit aussi hôtel Colbert-de-Villacerf ou de Creil ou Voisenon

Localisation

Localisation :
Île-de-France ; Paris (75) ; Paris 4e Arrondissement ; 11 place des Vosges ; 12 rue de Turenne

Adresse de l'édifice :
Vosges (place des) 11 ; Turenne (rue de) 12

Milieu d'implantation pour le domaine Inventaire :
En ville

Historique

Siècle de la campagne principale de construction :
1er quart 17e siècle

Description

Protection

Nature de la protection de l'édifice :
Classé MH partiellement

Date et niveau de protection de l'édifice :
1954/10/26 : classé MH

Précision sur la protection de l'édifice :
La façade sur la place ; la galerie voûtée sous arcades, y compris le sol ; l'ensemble des toitures du bâtiment sur la place : classement par arrêté du 26 octobre 1954

Nature de l'acte de protection :
Arrêté

Typologie de la zone de protection :
Site inscrit

Intérêt de l'édifice :
À signaler

Observations concernant la protection de l'édifice :
Site inscrit 06 08 1975 (arrêté).

À propos de la notice

Référence de la notice :
PA00086311

Nom de la base :
Patrimoine architectural (Mérimée)

Date de versement de la notice :
1993-06-24

Date de la dernière modification de la notice :
2022-12-09

Copyright de la notice :
© Monuments historiques, 1992.
Cette notice reprend intégralement les termes de l'arrêté de protection au titre des Monuments historiques. Elle répond à l'obligation réglementaire du ministère de la Culture d'établir la liste générale des édifices protégés (art. R. 621-80 du Code du patrimoine). Elle est donc opposable et fait foi juridiquement. Aucune copie numérique ou papier ne sera fournie par courrier ni courriel. Le dossier de protection complet et l'arrêté sont consultables uniquement sur place, dans la salle de lecture de la Mé-

1 / 2

Statut juridique

Statut juridique du propriétaire :
Propriété privée

Précisions sur le statut juridique du propriétaire :
Copropriété

Références documentaires

Copyright de la notice :
© Monuments historiques, 1992. Cette notice reprend intégralement les termes de l'arrêté de protection au titre des Monuments historiques. Elle répond à l'obligation réglementaire du ministère de la Culture d'établir la liste générale des édifices protégés (art. R. 621-80 du Code du patrimoine). Elle est donc opposable et fait foi juridiquement. Aucune copie numérique ou papier ne sera fournie par courrier ni courriel. Le dossier de protection complet et l'arrêté sont consultables uniquement sur place, dans la salle de lecture de la Médiathèque du patrimoine et de la photographie (MPP), à Charenton-le-Pont (Val-de-Marne).

Date de rédaction de la notice :
1992

Cadre de l'étude :
Recensement immeubles MH

Typologie du dossier :
Dossier de protection

diathèque du patrimoine et de la photographie (MPP), à Charenton-le-Pont (Val-de-Marne).

Contactez-nous :
Mediatheque.patrimoine@culture.gouv.fr

Voir aussi

https://archives-map.culture.gouv.fr/archive/resultats/sim-ple/?lin-eaire/n:197RECH_S=PA00086311&type=sim-ple

- Parties d'immeuble classées MH
- Parties d'immeuble protégées de type A
- Parties d'immeuble protégées de type B
- Cour ou espace d'intérêt patrimonial / historique majeur

Les différentes protections patrimoniales de l'ancien hôtel de Villacerf ne permettent pas le dépôt d'un dossier d'autorisation unique pour l'ensemble du projet.

Les deux dossiers d'autorisation d'urbanisme sont partitionnés de la manière suivante :

Dossier de demande d'autorisation de travaux sur monument historique comprenant :

- remplacement des menuiseries de la façade place des Vosges - *Chapitre III*
- réaménagement du comble du pavillon place des Vosges - *Chapitre V*

Dossier de déclaration préalable :

- restauration et remplacement des menuiseries des façades sur cour, courette et rue de Turenne - *Chapitre IV*
- restauration du passage cocher - *Chapitre VI*

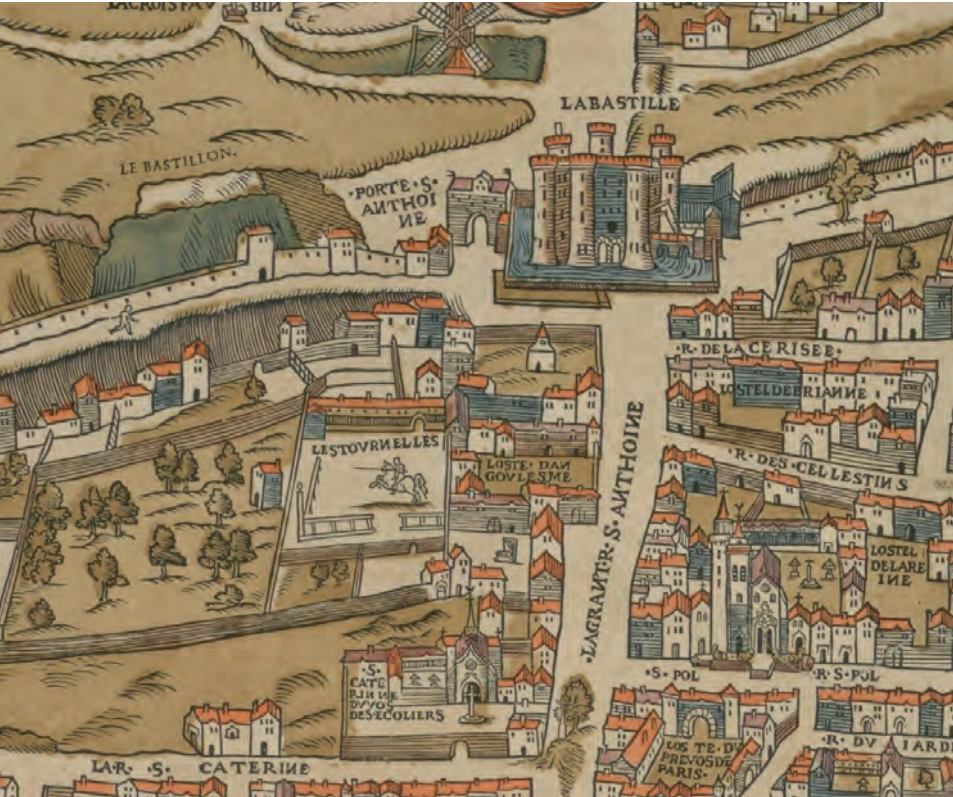
ANCIEN HÔTEL DE VILLACERF | 11, place des Vosges - 12, rue de Turenne | 75 004 Paris

Remplacement et restauration des menuiseries & restauration du porche

ACOSS | M+O architectes du patrimoine | Cabinet Ecovi

DP | 3 juillet 2025

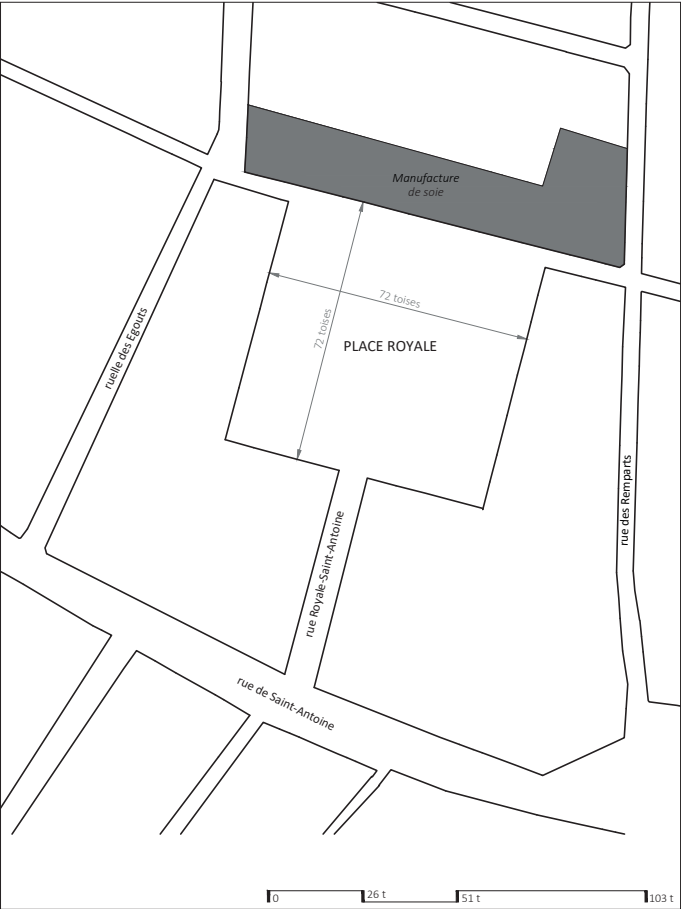
5 / 58



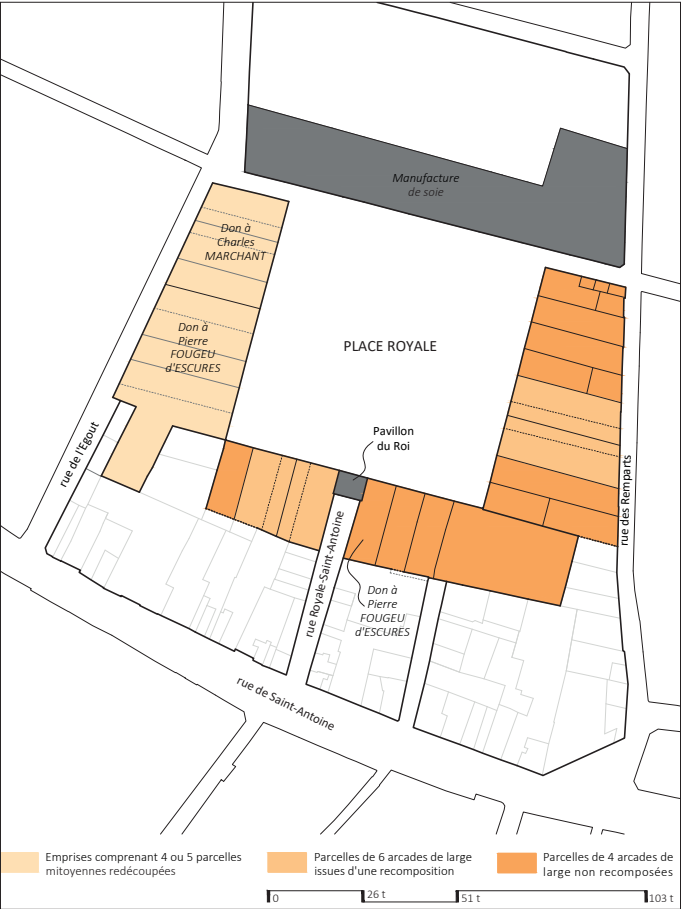
Détail de l'hôtel des Tournelles, extrait fac-similé du plan de Paris de TRUSCHET et HOYAU de 1550 © BHVP



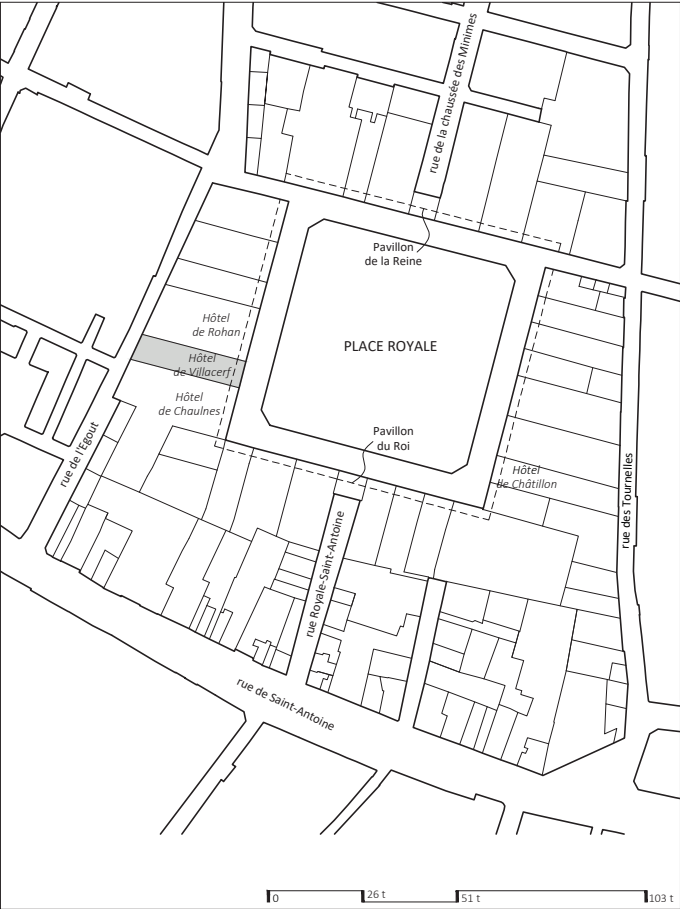
Dessin des pompes et magnificences du carrousel fait en la place Royale à Paris les 5, 6, 7 avril 1612, par Claude CHASTILLON © INHA



Plan schématique de la place Royale avant le lotissement, 1604 © M+O



Plan schématique du lotissement de la place Royale, 1605 © M+O



Plan schématique de la place Royale lors de son inauguration, 1612 © M+O

Pendant son règne (1589-1610), Henri IV entreprend la modernisation et l'embellissement de Paris. La création de la place Royale, aujourd'hui place des Vosges, est le projet le plus significatif de cette période, marquée par cette aspiration de modernité en rupture avec l'urbanisme médiéval. La place Royale est la première grande place ordonnancée de Paris. Elle constitue un projet expérimental dont le programme évolue en même temps qu'il se construit.

Le projet initial est de promouvoir l'industrie française avec la construction d'une manufacture de soie achevée en 1604. Le site choisi est celui de l'ancien hôtel des Tournelles, délaissé depuis le décès du roi Henri II en 1559¹. Le projet prend de l'ampleur avec le souhait d'Henri IV d'associer à la nouvelle manufacture une vaste place et des logements. L'édit royal de juillet 1605 qui ordonne la création de la place permet au projet de se concrétiser. Le texte met en avant la triple ambition du projet :

- soutenir l'activité de la manufacture avec la création de logements pour les artisans ;
- offrir aux parisiens un nouveau lieu de promenade et de détente ;
- aménager un espace scénique pour les fêtes de la cour.

La place s'inscrit dans un carré de 72 toises de côté, formé par la façade de la manufacture de soie au Nord et les façades des 27 pavillons sur les trois autres côtés. Les façades des pavillons, destinées à accueillir des logements pour les artisans de la manufacture, sont dessinées en même temps que la place. Des documents graphiques figurant plan et élévation de ces pavillons sont mentionnés dans l'édit mais n'ont pas été conservés ou reproduits. Les parcelles et pavillons Sud sont larges de 8 toises, pour 7 toises 2 pieds seulement à l'Ouest et à l'Est. Cette différence imperceptible à l'oeil permet d'intégrer la rue qui longe la manufacture tout en conservant le carré parfait de la place.

Les concepteurs du projet ne sont pas clairement identifiés mais la commande émanant directement du Roi, le projet est confié à son premier architecte. La charge est alors occupée par Louis METEZEAU (1560-1615) et Jacques II ANDROUET du CERCEAU (1550-1614). Le duo d'architectes est associé à un troisième : Claude CHASTILLON (1559/60-1616) qui occupe les fonctions d'ingénieur et de topographe du Roi. La répartition des tâches proposée par l'historien Jean-Pierre BABELON² est la suivante :

- plan de la place : CHASTILLON ;
- dessin des pavillons : METEZEAU et ANDROUET du CERCEAU.

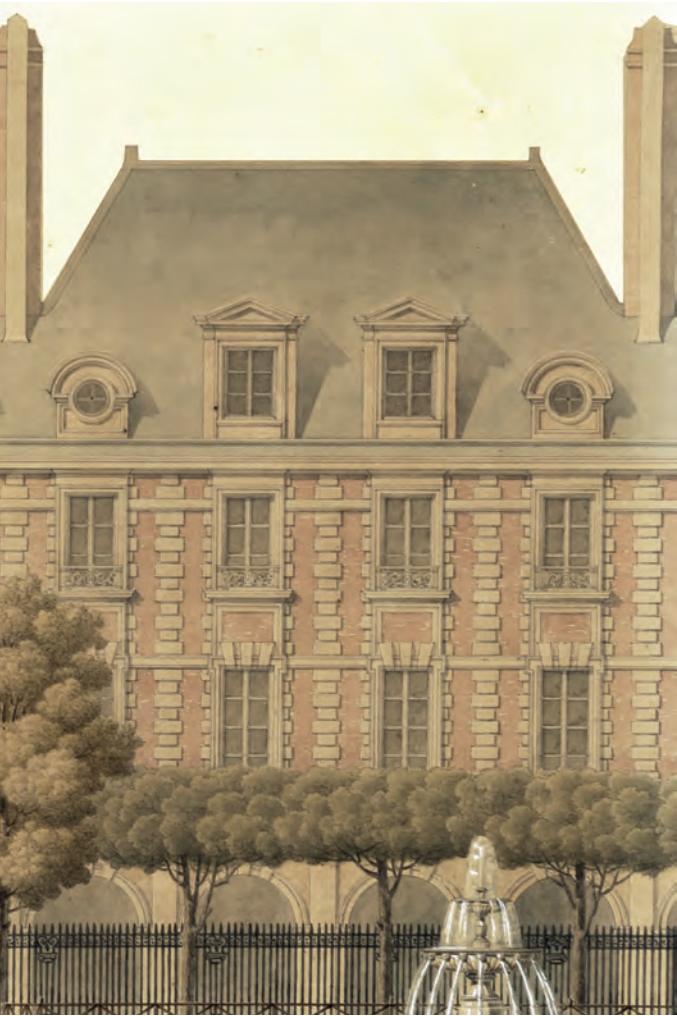
Les travaux d'aménagement de la place commencent dès la publication de l'édit royal. Le marché de travaux pour la construction du pavillon du Roi, financé par la couronne, destiné à amorcer le vaste projet est passé à Jonas ROBELIN le 1^{er} juillet 1605.

1 Le roi Henri II est mort le 10 juillet 1559 dans l'hôtel des Tournelles après avoir été accidentellement blessé lors du tournoi organisé rue Saint-Antoine.

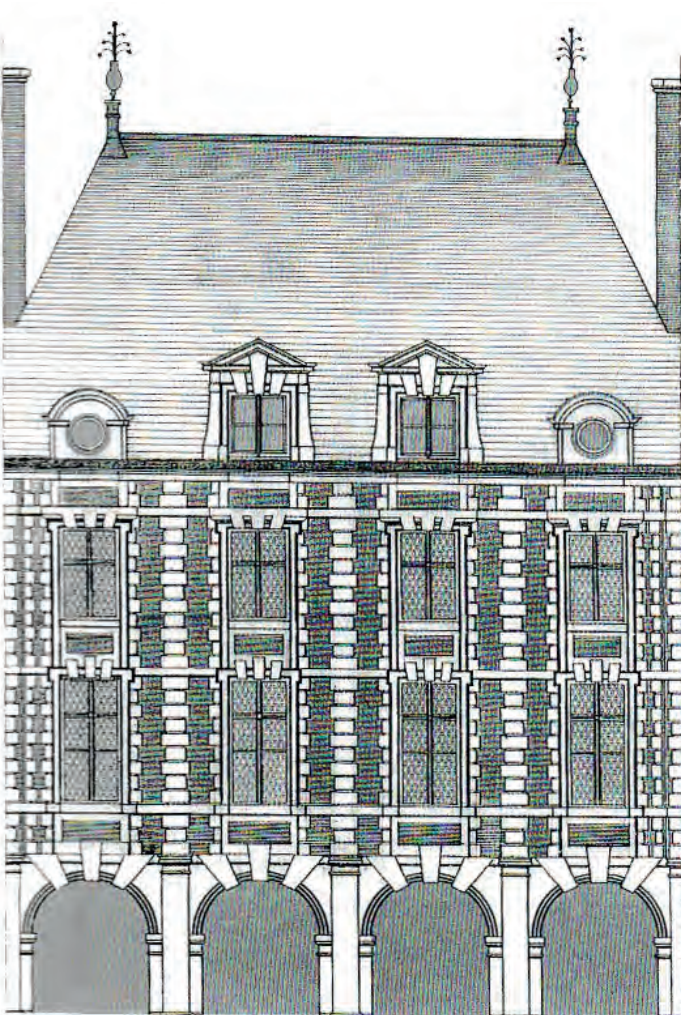
2 Demeures Parisiennes sous Henri IV et Louis XIII, Jean-Pierre BABELON, HAZAN, 1991.



Vue des façades des pavillons de la place Royale, en arrière plan des figures 46, 43 et 47 dans *L'instruction du Roy en l'exercice de monter à cheval*, Antoine de PLUVINEL, 1625 © BNF



Détail de l'Élévation générale de la Place Royale, J-F J MENAGER, 1822 © Musée Carnavalet



Restitution de l'élévation d'un pavillon en 1605 © Alexandre GADY et Fabrice OUZIEL inv.



Esquisse d'une façade type, 2004 © Jean-François LAGNEAU, ACMH

Les 26 terrains qui forment la place de part et d'autre du pavillon du Roi face à la manufacture sont distribués par la monarchie, avec charge aux bénéficiaires d'y faire construire les pavillons suivant le modèle défini. Les nouveaux propriétaires des terrains ont tous un lien avec le surintendant des finances le Duc de SULLY.

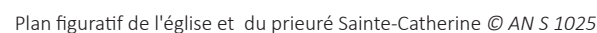
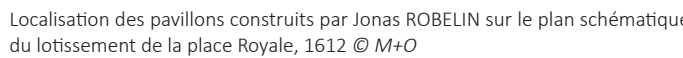
Le projet évolue parallèlement aux chantiers. En effet, certains officiers bénéficiaires des terrains contribuent à la modification du programme en choisissant d'établir leur propre habitation sur la place royale. Afin de pouvoir y construire de plus spacieuses demeures, certains terrains sont réunis, dissociant ainsi l'image du pavillon de celle de la limite parcellaire. Le caractère bourgeois des élévations des pavillons ne constitue pas d'obstacle à cette occupation aristocratique.

Les dispositions des pavillons qui bordent la place Royale sont définies dans l'édit de 1605 et également précisées dans les actes portant les dons de terrains. Aucun document graphique – plans et élévations – n'a été conservé. Les pavillons ont cependant fait l'objet de recherches et d'études dès le XIX^e siècle. Plusieurs hypothèses de restitution de l'élévation de la façade d'un pavillon courant en 1605 sont reproduites ci-contre.

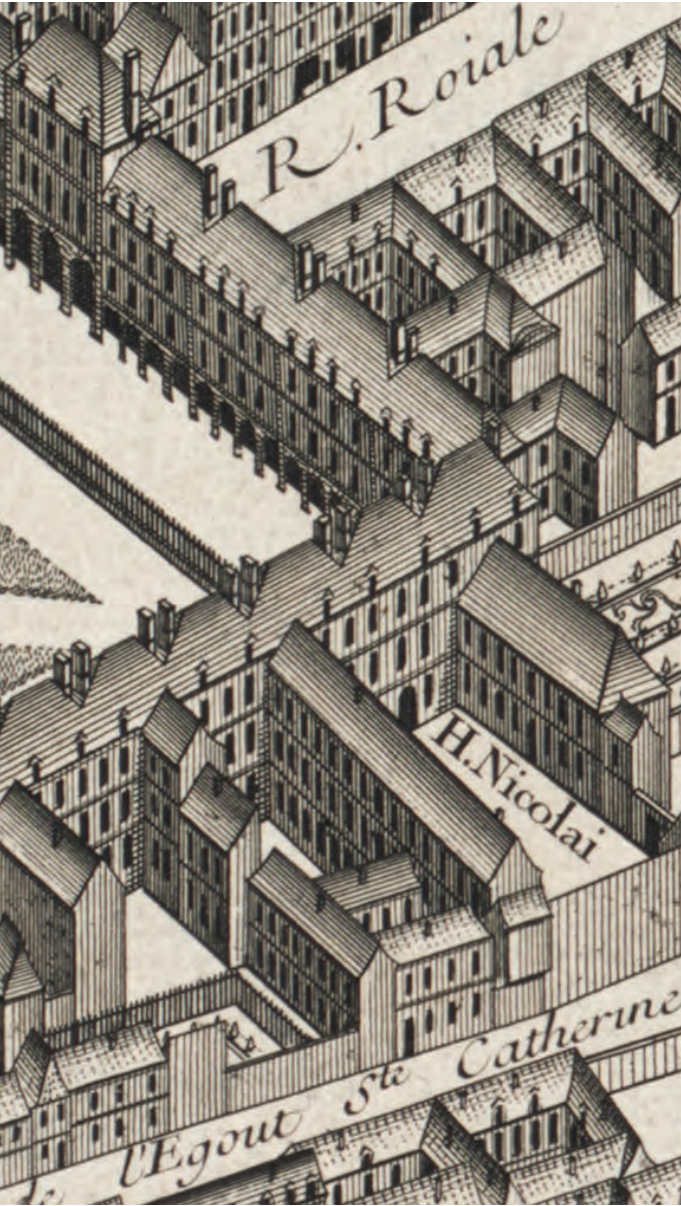
- Les façades sur la place de chaque pavillon devaient respecter les dispositions suivantes :
- au rez-de-chaussée, une galerie ouverte au public composée de quatre arcades en plein cintre séparées entre elles par des piles rectangulaires ;
 - aux premier et deuxième étages, des fenêtres axées sur les arcades inférieures, soulignées de chaînages et de bandeaux en pierre ;
 - au-dessus de la corniche, un comble droit à deux croupes, couvert d'ardoise et couronné par un faîtage en plomb encadré de deux épis en forme de vase réalisés dans le même matériau ; la partie supérieure du comble n'était pas habitable et simplement aérée par deux petites chatières ;
 - enfin, de hautes souches de cheminée latérales soulignent le rythme des pavillons ; leur importante hauteur, dépassant du faîtage, permettait d'assurer un bon tirage.

L'aspect du bâtiment de la manufacture de soie apparaît rapidement comme un élément perturbant l'harmonie de la place. Pour les propriétaires de la manufacture, la construction de nouveaux pavillons destinés à l'habitation aristocratique apparaît alors plus rentable que le maintien des ateliers dans un bâtiment embelli. La manufacture est définitivement abandonnée en 1607 et le Roi approuve en avril la construction à son emplacement de 9 pavillons identiques à ceux édifiés au Sud. L'aspect commercial et artisanal de place souhaité à l'origine est très atténué au profit d'une occupation aristocratique.

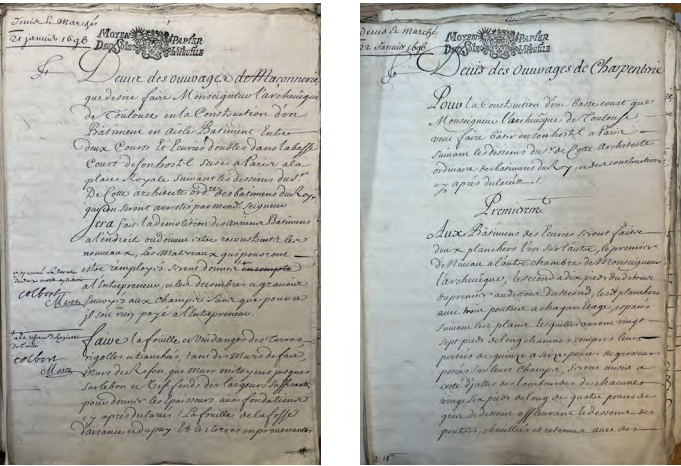
Tous les pavillons sont achevés en 1612 et la place est inaugurée le 12 avril, à l'occasion du mariage du jeune Roi Louis XIII et de l'infante Anne d'Autriche.



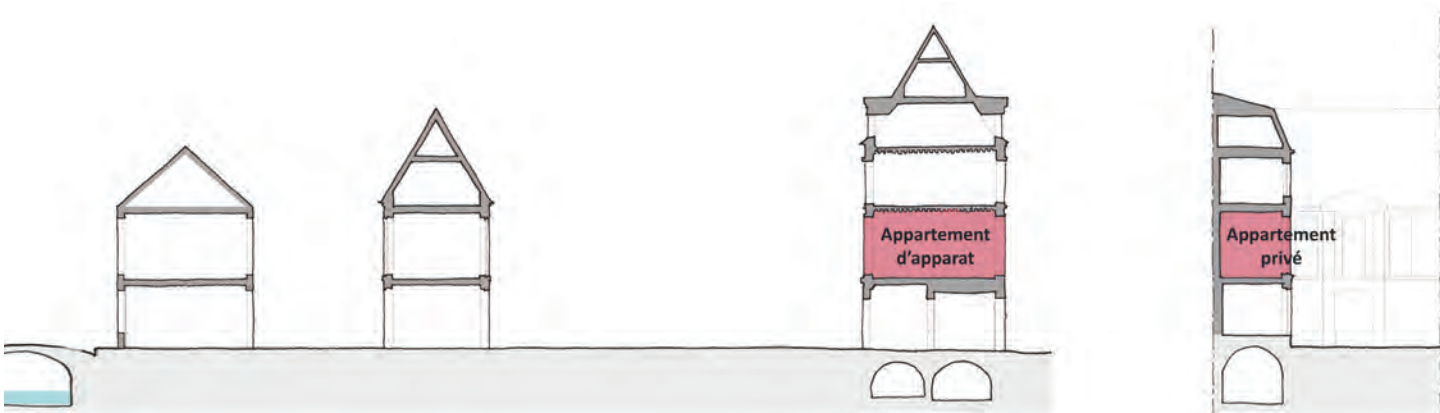
Le terrain mitoyen à celui conservé par Pierre FOUGEU d'ESCURÉ d'une largeur d'un pavillon est acheté par François de LOMENIE, secrétaire des finances d'Henri IV. Le 12 mai 1607, le nouveau propriétaire confie un marché de maçonnerie à Jonas ROBÉLIN (1577-1613) pour la construction du pavillon. Le maître maçon est déjà en charge des marchés de maçonnerie pour le pavillon du Roi (marché du 1^{er} juillet 1605) et l'hôtel Genou de Guiberville (actuel n°2 bis de la place / marché du 17 mars 1606). Une fois la construction terminée l'hôtel est loué.



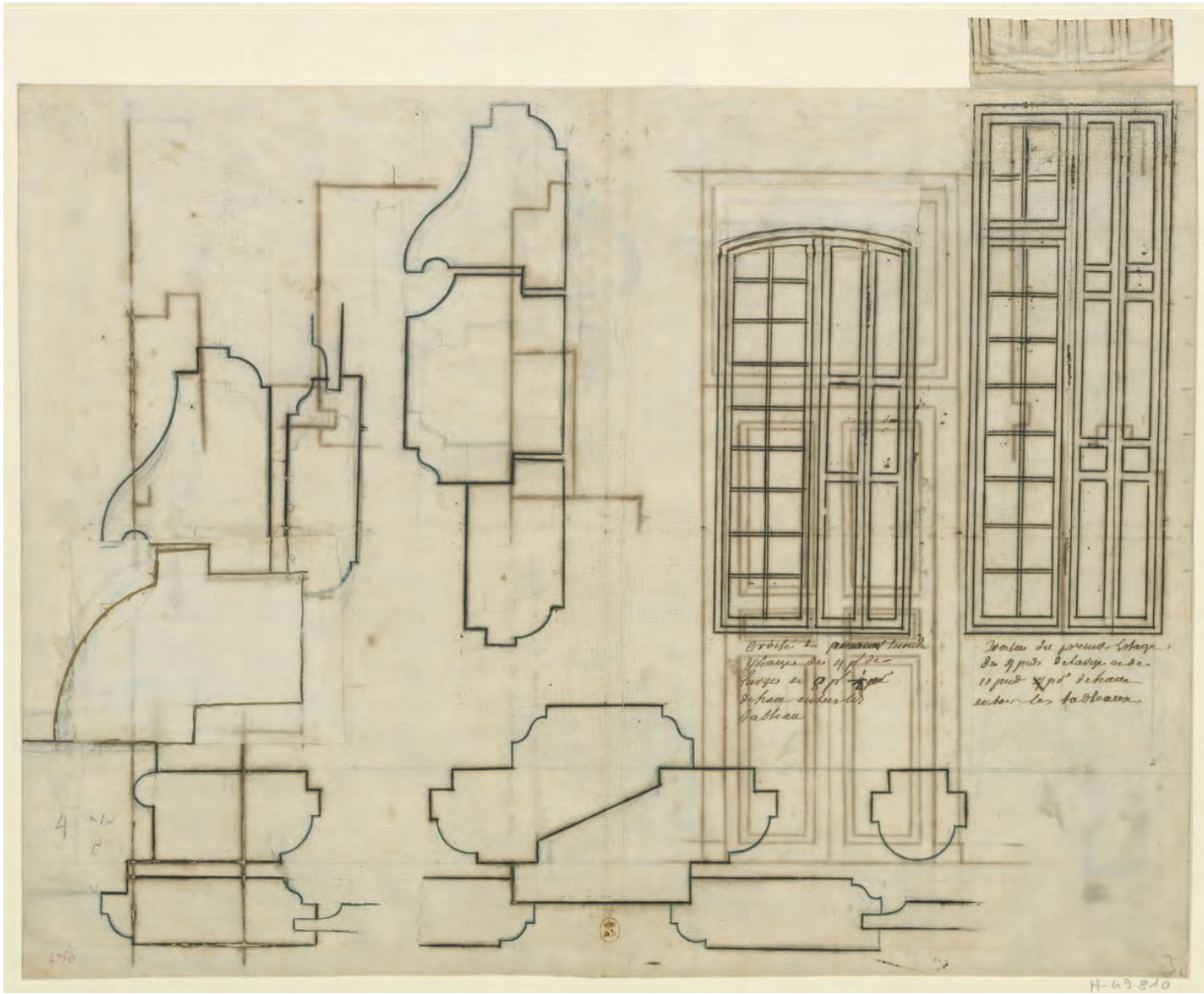
Extrait du plan Turgot 1734-39 © BNF



Devis des ouvrages de maçonnerie et de charpenterie, 1696 © AN



Coupes schématiques, hypothèse de l'état début XVII^e siècle © M+O



Hôtel de Robert de Cotte, Croisée du second étage, croisée du premier étage : dessin. 17225 © Fond Robert de COTTE, BNF

II - RAPPELS HISTORIQUES

1696 / LES TRAVAUX DE ROBERT DE COTTE

Le propriétaire qui donne son nom le plus courant à l'hôtel est Jean-Baptiste-Michel COLBERT, seigneur de Saint-Pouange et de Villacerf (1640-1710). Cousin du grand COLBERT, il est archevêque de Toulouse lorsqu'il achète le 29 juillet 1695, l'hôtel, qu'il occupe déjà en tant que locataire. Immédiatement après cet achat, Robert de COTTE (1656-1735), alors architecte ordinaire des bâtiments du Roy¹, est en charge du projet d'agrandissement/remaniement de l'hôtel. Aucun dessin de ce projet n'a été retrouvé dans le vaste fonds du cabinet d'architecture de Robert de COTTE² ; en revanche, les marchés de travaux passés aux entrepreneurs pour la "*construction d'une basse cour*" ont été conservés et documentent les travaux réalisés :

- devis marché du 21 janvier 1696, passé avec Jean MAROT pour les ouvrages de maçonnerie ;
- devis marché du 22 janvier 1696, passé avec Jean POISSON pour les ouvrages de charpenterie.

Les travaux réalisés concernent principalement la construction :

- d'une nouvelle aile au Sud de la parcelle, adossée au pignon de la nouvelle aile de l'hôtel de Chaulnes³;
- d'un corps de logis au centre de la parcelle parallèle au pavillon sur la place ;
- d'un bâtiment des écuries le long de la rue de l'égout.

La configuration des nouveaux bâtiments permet de distinguer une cour principale et une basse cour. Un vaste escalier est disposé à l'articulation entre le pavillon de 1607 et l'aile ajoutée.

Les pièces graphiques mentionnées dans les devis marchés n'ont pas été conservées. Il est cependant possible de retrouver dans le fonds de l'agence d'architecture de Robert de COTTE des dessins d'ensemble et de détail présentant des configurations très proches de celles mises en œuvre à l'hôtel de Villacerf. En complément des marchés de travaux, l'inventaire après décès de l'archevêque de Toulouse⁴, en 1710, permet de préciser la distribution de l'hôtel et les usages des espaces :

- l'appartement d'apparat se situe au premier étage du corps de logis sur la place Royale et est composé d'une chambre et d'une anti-chambre ;
- l'appartement privé se trouve au premier étage de la nouvelle aile en retour, au-delà de l'escalier ;
- les chambres des proches de l'archevêque se situent au deuxième étage.

Une chapelle et une bibliothèque, dont les positions exactes demeurent incertaines, sont aménagées par Robert de COTTE dans les nouvelles constructions.

1 Robert de COTTE est nommé Premier architecte du Roi, à la suite de son beau-frère Jules HARDOUIN-MANSART (1646-1708) à sa mort en 1708.

2 Le fonds Robert de COTTE compte plus de 3 100 dessins, il est conservé au cabinet des estampes et des photographies de la Bibliothèque Nationale.

3 Ces travaux sont dirigés par Jules HARDOUIN-MANSART dans les années 1670. Il est possible que Robert de COTTE, élève puis principal collaborateur de Jules HARDOUIN-MANSART ait participé à ce projet.

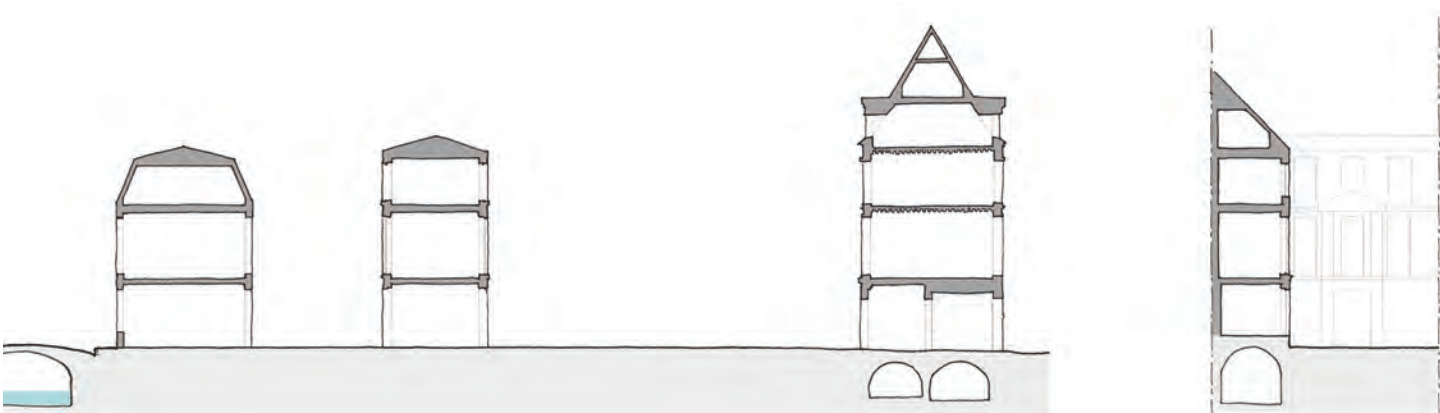
4 AN MC, CV. 1147, cité dans *De la place Royale à la place des Vosges*, collection Paris et son patrimoine, éditée par l'Action artistique de la Ville de Paris.



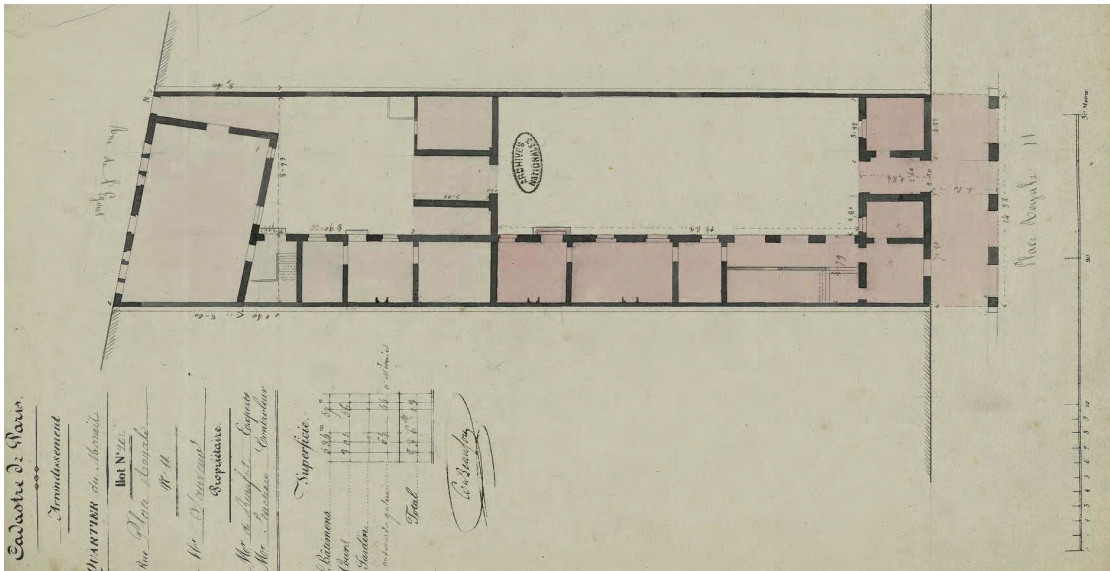
12 rue de Turenne, Union photographique Française, 1911 © AP



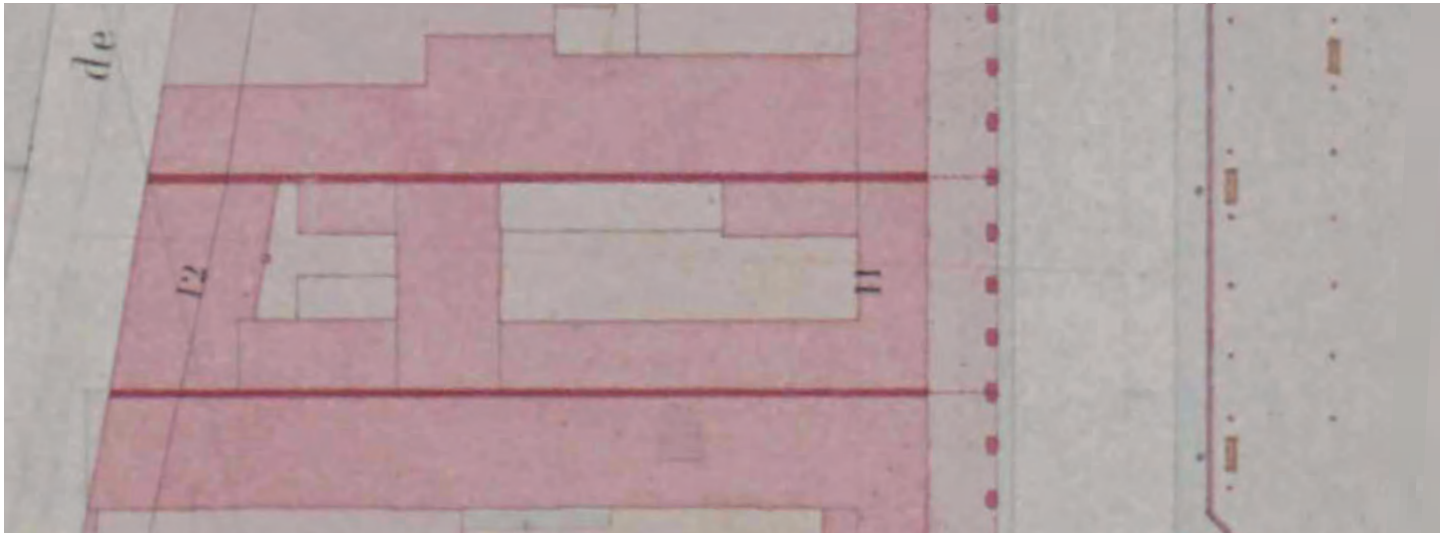
11 place des Vosges, façade sur cour, Charles LANSIAUX, août 1921 © DHAAP



Coupes schématiques, hypothèse de l'état début XIX^e siècle © M+O



11 place Royale, plans cadastraux de Paris 1809-185, CP/F/31/21, pièce n°168 ©AN



Extrait du plan parcellaire de Paris, Quartier de l'Arsenal, 8^e feuille, 1892 ©AP

II - RAPPELS HISTORIQUES

XVIII^e - XIX^e SIÈCLES / DIVISION EN APPARTEMENTS

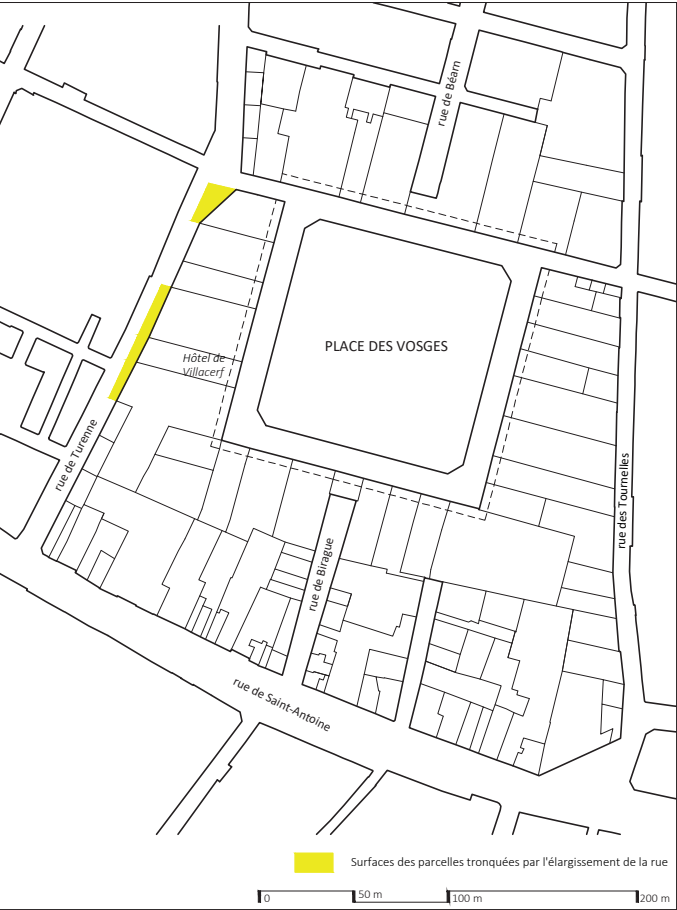
En 1708, après le décès de Jean-Baptiste-Michel COLBERT de VILLACERF, l'abbé de VILLACERF, héritier de son oncle avec l'un de ses cousins, occupe l'aile de Robert de COTTE tandis que le corps de logis sur la place Royale est mis en location. Les héritiers successifs ne demeurent plus place Royale et louent l'hôtel. La famille COLBERT conserve (par héritage ou vente) l'hôtel jusqu'en 1817. Pendant cette période les travaux ne sont pas documentés. Seul un conflit entre propriétaire et locataire fait l'objet d'une expertise de l'architecte QUENTIN-DESBOEUFs le 22 juillet 1766¹, ce qui permet de connaître l'état des couvertures rendant alors la maison inhabitable. Un accord semble être trouvé entre les deux parties et des réparations réalisées, mais la nature exacte des travaux n'est pas connue.

Le 6 février 1817, l'hôtel est vendu par Alexandre COLBERT, puis à nouveau revendu en 1828, 1838 et 1900. Les recherches d'Alexandre GADY permettent d'identifier les différents propriétaires et locataires. Le nombre relativement important d'habitants correspond à l'occupation d'un immeuble de rapport divisé en appartements et non plus à un hôtel particulier uni-familial. Pendant le XIX^e siècle, les travaux ne sont pas documentés. La confrontation des deux plans de cadastre de ce siècle et des photographies anciennes permet d'observer l'évolution du bâti sur la parcelle :

- nouvelles constructions le long du mitoyen avec l'hôtel de Rohan (actuel n°13 de la place) ;
- redressement du comble du bâtiment des écuries sur la rue de l'égout ;
- pétrification du comble du corps de logis de Robert de COTTE.

Les "*façade(s) des maisons de la place Royale*" sont sur la liste des monuments historiques de 1862. Une demande de déclassement est adressée au Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux Art le 29 mars 1888, par Hercule BLAZY alors propriétaire du 11 place des Vosges.

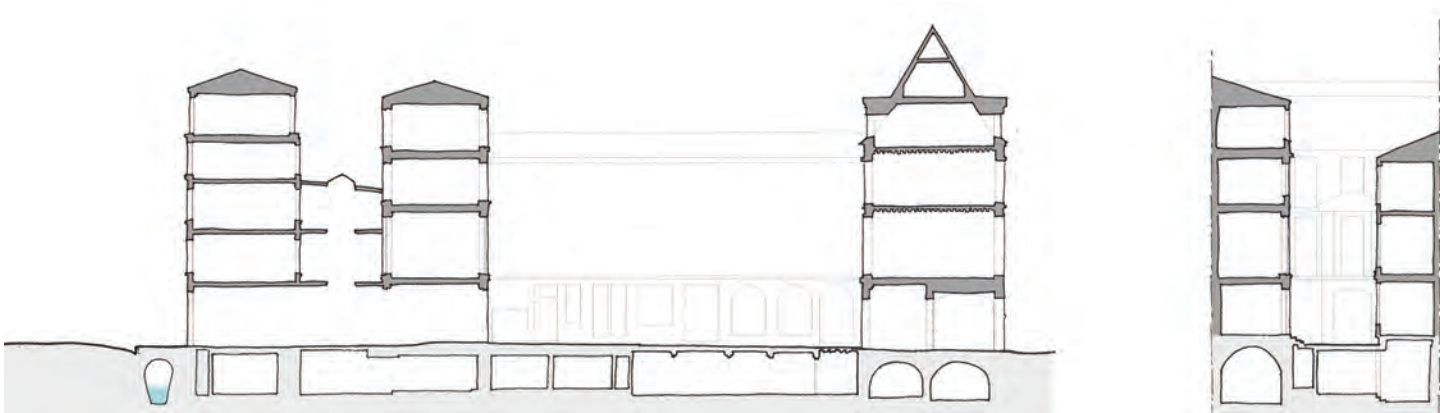
¹ Archives Nationales Z^{II} 903¹, Ibid



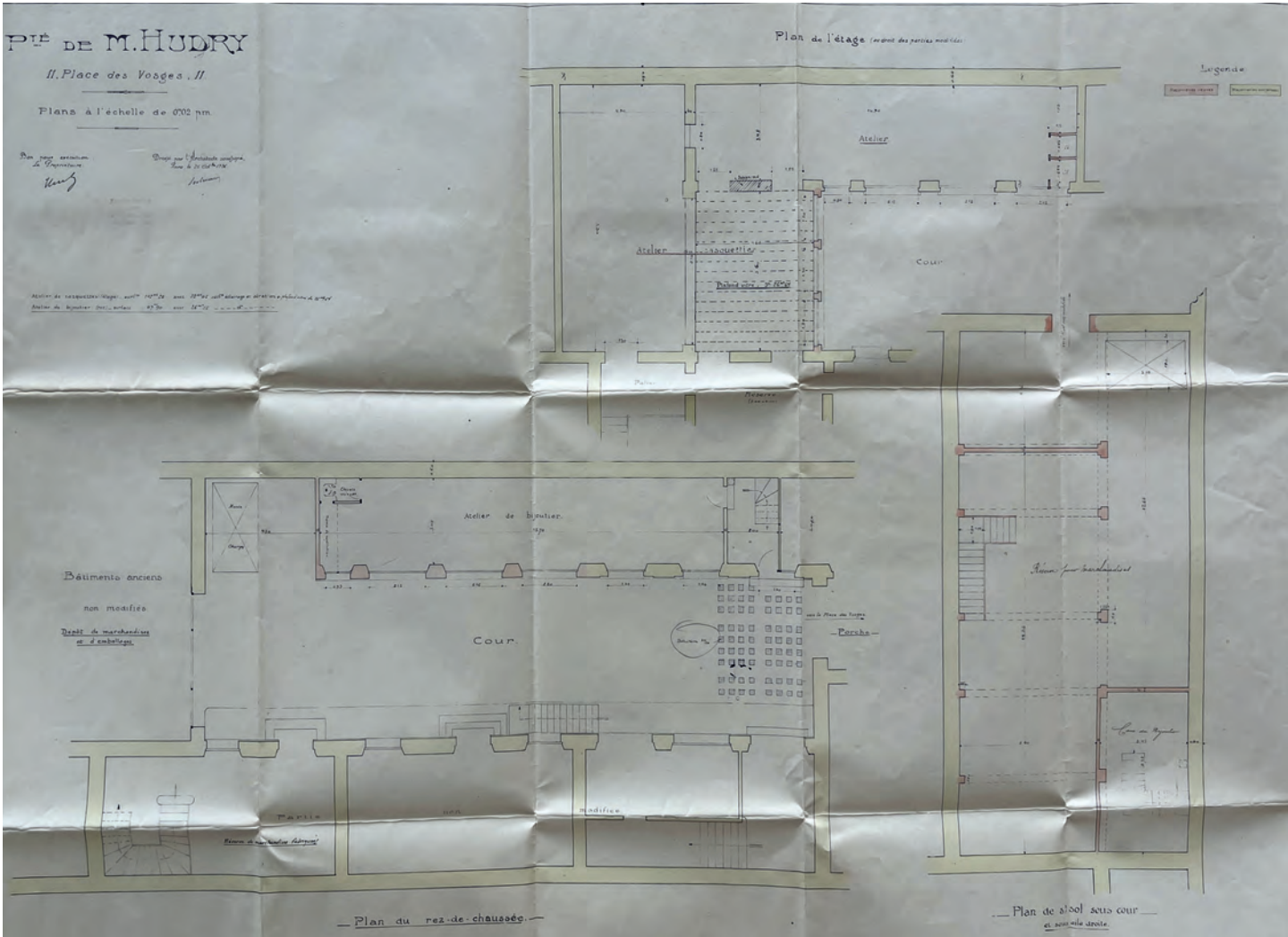
Élargissement de la rue de Turenne, 1913 © M+O



Vue aérienne, 26 juin 1923 ©IGN



Coupes schématiques, hypothèse de l'état début XXe siècle © M+O



Extrait du permis de construire de 1926 pour l'excavation de la cour ©AP

Pour élargir la rue de Turenne, la ville de Paris achète le 9 avril 1913 une bande de terrain de 68,60 m² à l'extrémité de la parcelle. Cet aménagement de voirie entraîne la démolition du bâtiment des écuries de Robert de COTTE.

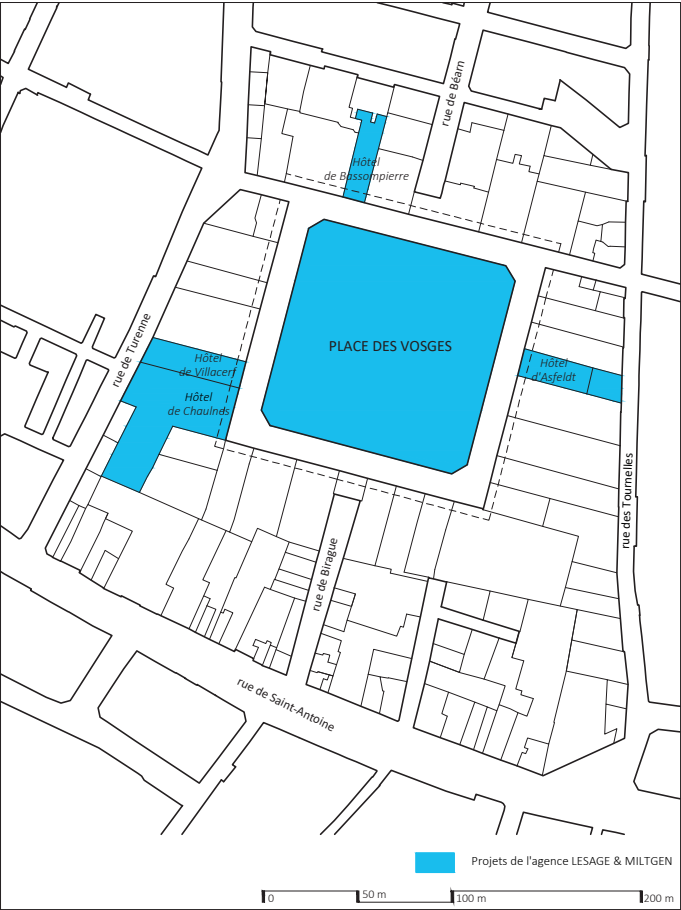
En 1916, la propriétaire Marie THIERRY-DETAILLE donne son consentement au classement au titre des Monuments Historiques de la façade sur la place. L'arrêté de classement est signé le 22 septembre 1916.

L'ancien hôtel amputé de ses anciennes écuries est acheté le 3 janvier 1923 par Joachim HUDRY. Une photographie aérienne permet d'observer l'hôtel dans son état au moment de la vente après l'élargissement de la rue de Turenne.

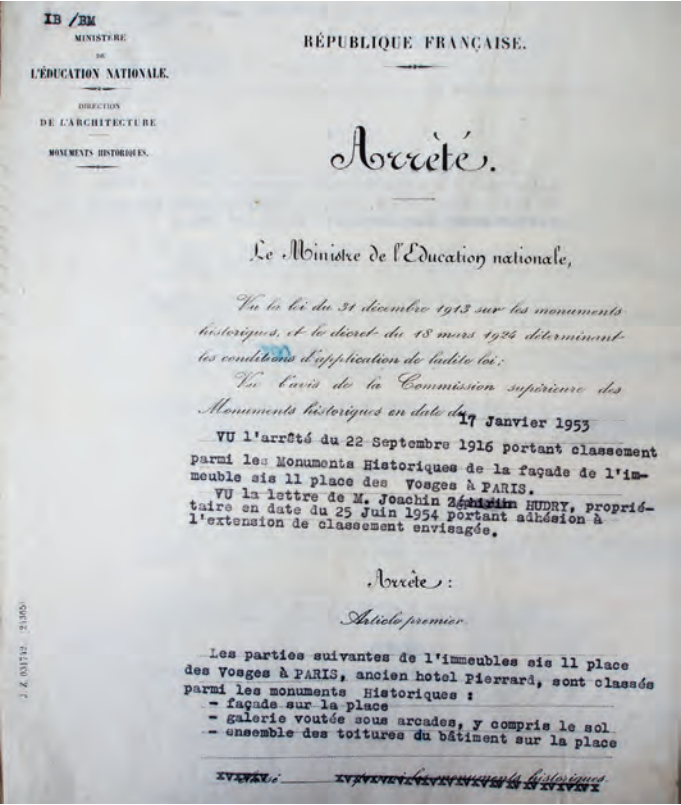
Joachim HUDRY entreprend des travaux à la fin de l'année 1923. Il fait appel successivement à trois architectes ou cabinet d'architecture distincts. Dans les premières années, les travaux sont menés sans aucune vision d'ensemble sur la parcelle et les aménagements réalisés sont parfois démolis dans le projet suivant. La documentation permet de dégager trois interventions distinctes dans les années 1920 :

- construction d'un magasin surmonté de 3 étages d'habitation, suivant le nouvel alignement de la rue de Turenne ; le permis est déposé sans architecte le 6 juillet 1923 ; les documents du casier sanitaire mentionnent cependant l'architecte L. FORT ;
- redressement du comble de l'aile de Robert de COTTE mitoyenne à l'hôtel de Chaulnes ; le projet non daté est signé de l'architecte L. FORT ;
- excavation de la cour pour la création d'un vaste entrepôt en sous-sol et une galerie vitrée accolée au corps de logis construit par Robert de COTTE : le permis signé par l'architecte Maurice NICAISE est déposé le 8 septembre 1926.

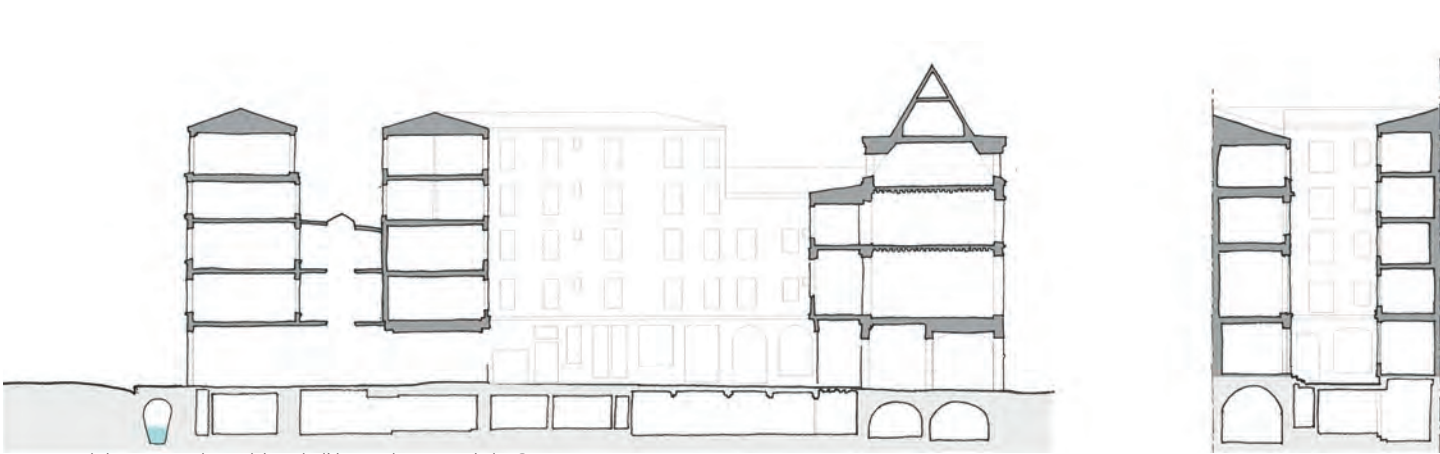
Ces aménagements témoignent de l'évolution de l'usage des bâtiments. Outre les logements conservés, des activités de fabrication et vente diverses occupent désormais une partie de l'ancien hôtel particulier. L'occupation aristocratique disparue, le programme mixte mêlant manufactures et logements correspond au premier projet souhaité par Henri IV.



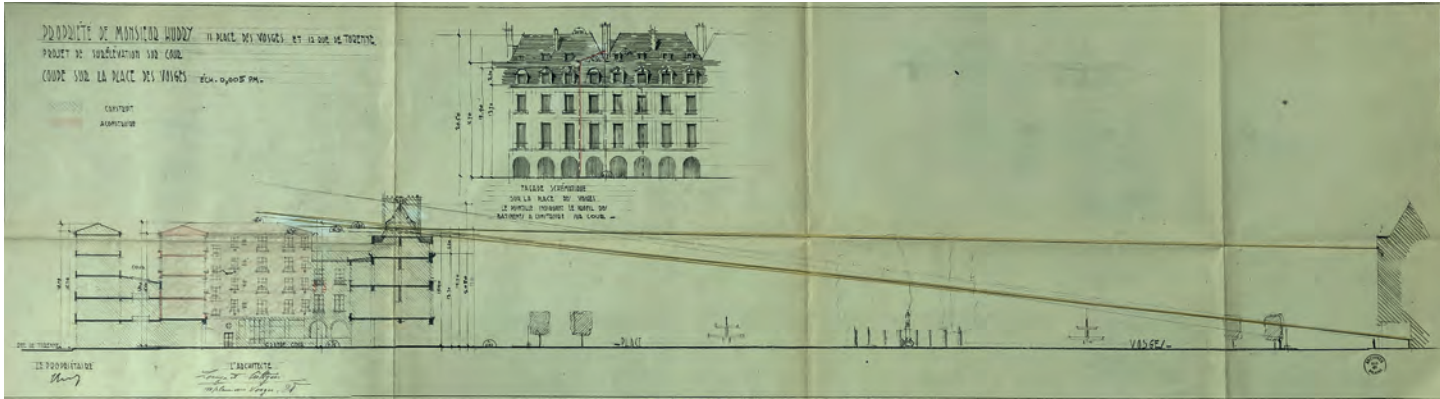
Localisation des projets des LESAGE sur le plan schématique la place des Vosges, 2023 © M+O



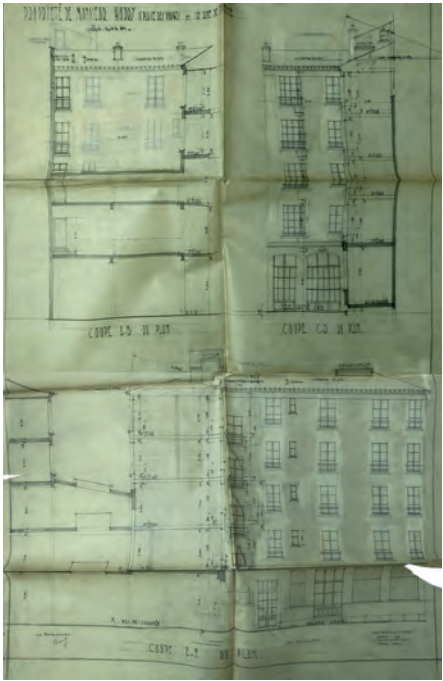
Arrêté de classement du 26 octobre 1954 © MPP



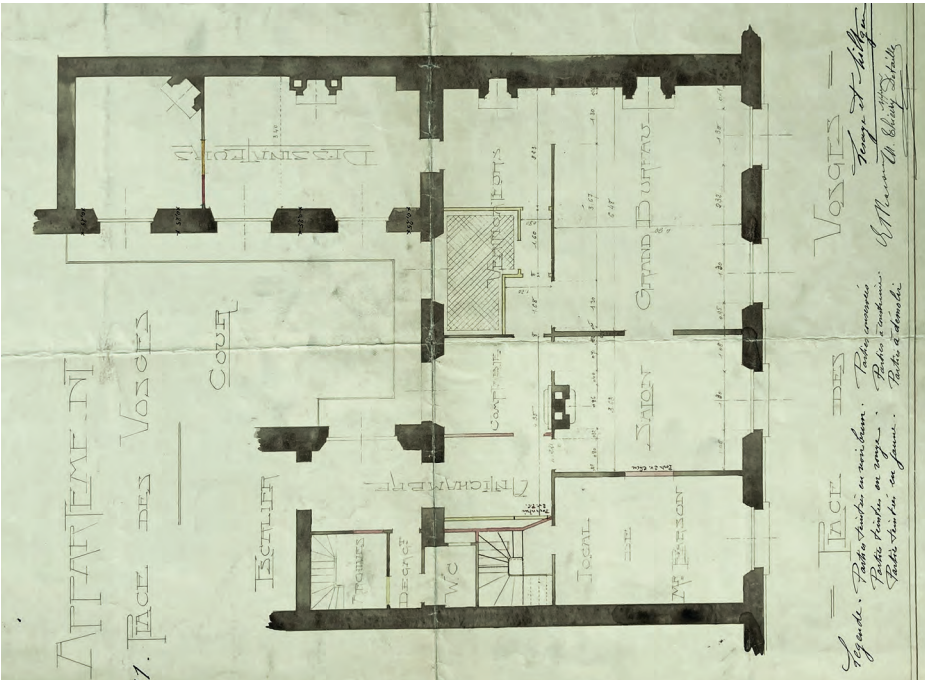
Coupes schématiques, hypothèse de l'état milieu XXe siècle © M+O



Coupe sur la place des Vosges, extrait du PC de 1936, fonds LESAGE © AD 35



Extrait du projet de 1936, fonds LESAGE © AD 35



Plan de l'agence LESAGE & MILTGEN, non daté, fonds LESAGE © AD 35

Dans les années 1930, Joachim HUDRY s'entoure des architectes Robert LESAGE & Charles MILTGEN dont l'agence est installée dans l'ancien appartement d'apparat de l'archevêque de Toulouse, après avoir occupé un bureau dans l'hôtel de Chaulnes mitoyen. Si les travaux les plus importants qu'ils réalisent sont ceux de l'hôtel de Villacerf, leurs archives permettent d'identifier d'autres études et projets autour de la place et pour le square central.

- Il est possible de distinguer, sous la direction de Robert LESAGE & Charles MILTGEN, puis après 1938 de Robert & Victor LESAGE, au moins quatre campagnes de travaux distinctes :
- aménagement de leur agence avec l'épaississement du pavillon et la création de deux niveaux en saillie sur la cour. Ces travaux ne sont pas documentés, le seul plan de l'agence retrouvé montre une coursive longeant les trois façades sur cour (n'ayant vraisemblablement jamais été réalisée) ;
 - surélévation du bâtiment au centre de la parcelle et de l'aile Nord ; la quasi totalité du corps de logis conçu par Robert de COTTE disparaît avec ces travaux, seul subsiste au rez-de-chaussée quelques maçonneries très modifiées et le mascaron décorant la clé de l'arc segmentaire de l'ancien passage cocher ; le permis de construire est déposé en 1936 ;
 - harmonisation de l'aile mitoyenne à l'hôtel de Rohan avec une nouvelle surélévation : le permis de construire est déposé en 1938 ; .
 - réaménagement de l'immeuble du 12 rue de Turenne ; ces travaux n'ont pas nécessité le dépôt d'une nouvelle autorisation de travaux et ne sont pas datés.

Le classement au titre des Monuments Historiques de la façade sur la place des Vosges est étendu à la galerie voûtée sous arcades, y compris le sol et l'ensemble des toitures du bâtiment par arrêté du 26 octobre 1954.

Dans l'élan de la Loi Malraux¹ de 1962 et la création du PSMV du Marais en 1964, un vaste programme de restauration de l'ensemble des façades des pavillons de la place des Vosges est entamé. Dans un souci d'harmonisation et afin de *"pallier les inconvénients résultant de l'enchevêtrement des propriétés"*² la maîtrise d'ouvrage est confiée à la SOREMA (société d'économie mixte de restauration du Marais) créée en 1966. Elle agit en tant que mandataire commun représentant tous les propriétaires. C'est Bernard FONQUERNIE, l'Architecte en Chef des Monuments Historiques de l'arrondissement, qui assure la maîtrise d'œuvre pour tous les pavillons. Un plan daté de 1973 détaille l'état d'avancement des travaux de restauration des pavillons. Aucun pavillon du côté Ouest de la place n'est signalé sur cette carte et la façade du pavillon de l'hôtel Villacerf n'est pas restaurée dans le cadre de cette opération. La SOREMA est dissoute en 1978.

La SEMAH (société d'économie mixte d'Aménagement des Halles) reprend l'activité de la SOREMA en 1979. C'est donc la SEMAH qui assure la maîtrise d'ouvrage des travaux de restauration de la façade sur la place finalement entrepris en 1986. La façade est alors décrite *"en très mauvais état et présente un aspect peu acceptable"*³ par Bernard FONQUERNIE. Au moment des études, il n'est pas prévu de restaurer la couverture en même temps car un locataire (avec un bail soumis à la loi 1948) occupant les combles s'y oppose avec obstination. Une solution est cependant trouvée car en 1992, à l'issue de cette campagne de travaux, le versant sur la place de la couverture se présente dans l'état projeté par Bernard FONQUERNIE :

- au niveau bas du combles les deux lucarnes extérieures en bois sont reconstruites en pierre dans des dimensions plus modestes ;
- au niveau haut du combles les deux châssis parisiens sont remplacés par de petites lucarnes en bois et les deux chien-assis centraux sont supprimés ;
- la souche présente au centre du versant est arasée.

Enfin indépendamment de cette campagne de travaux il est possible d'observer que les menuiseries de la façade sur la place qui présentent des grands carreaux au milieu du XX^e siècle sont progressivement remplacées par des menuiseries neuves à petits carreaux.

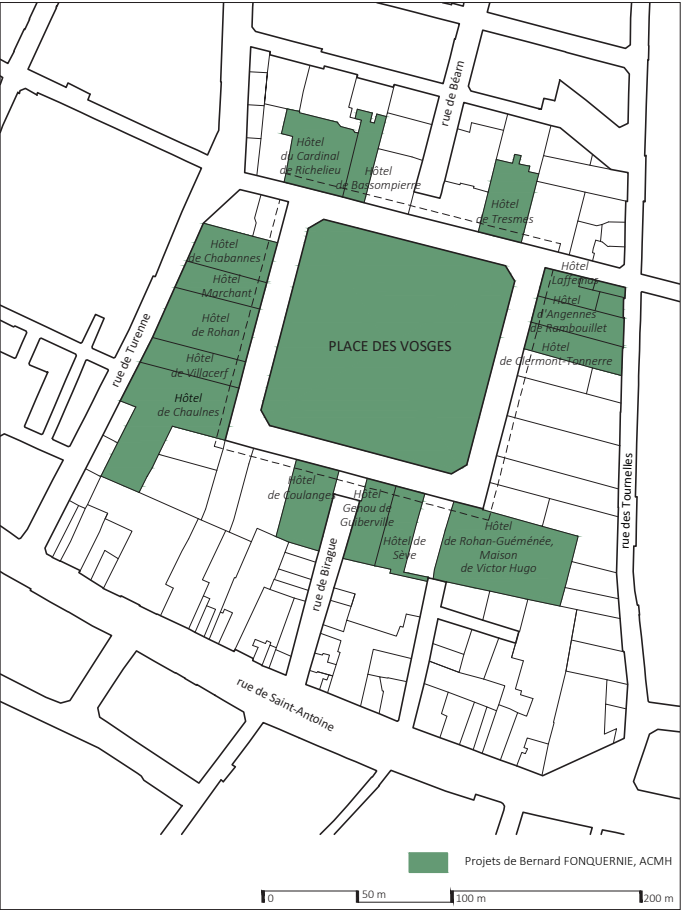
Parallèlement aux travaux de restauration du pavillon côté place, l'immeuble du 12 rue de Turenne est restructuré par l'architecte Nasrine FAGHIH⁴. Les permis de démolir et de construire sont déposés par le locataire, la société Virgin, qui réalise ces aménagements pour y installer son siège social.

1 La loi Malraux du 4 août 1962 permet la création des secteurs sauvegardés *«lorsque ceux-ci présentent un caractère historique, esthétique ou de nature à justifier la conservation, la restauration et la mise en valeur de tout ou partie d'un ensemble d'immeubles»*.

2 Extrait du Bulletin administratif du Ministère des affaires culturelles, juin 1972.

3 Extrait du rapport de Bernard FONQUERNIE

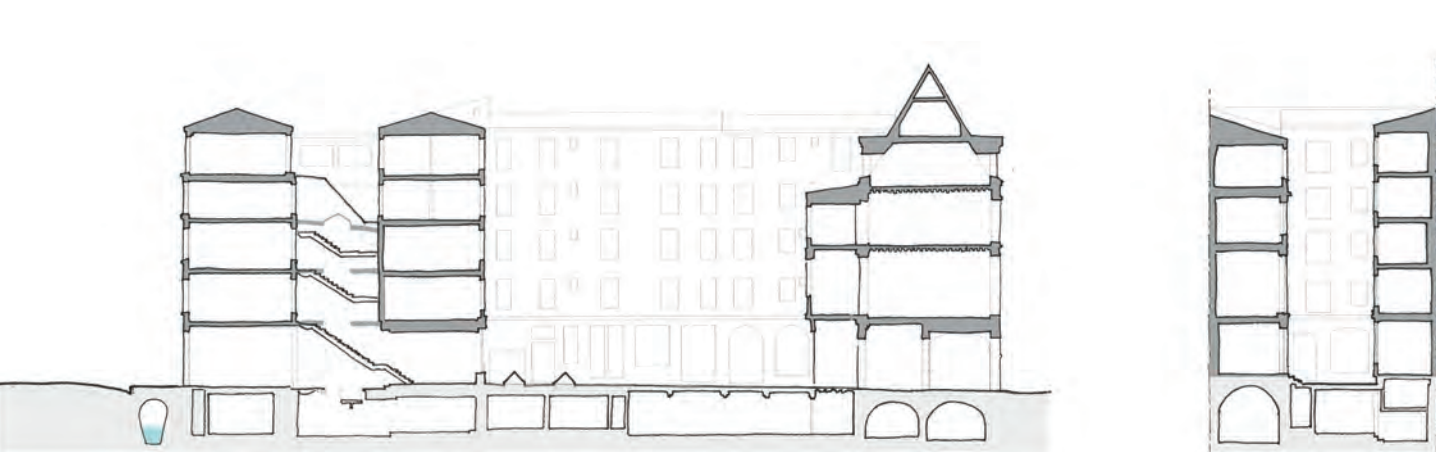
4 Nasrine FAGHIH est une architecte franco-iranienne, elle participe au milieu des années 1980 à l'aménagement du musée d'Orsay dans l'équipe de Gae AULENTI.



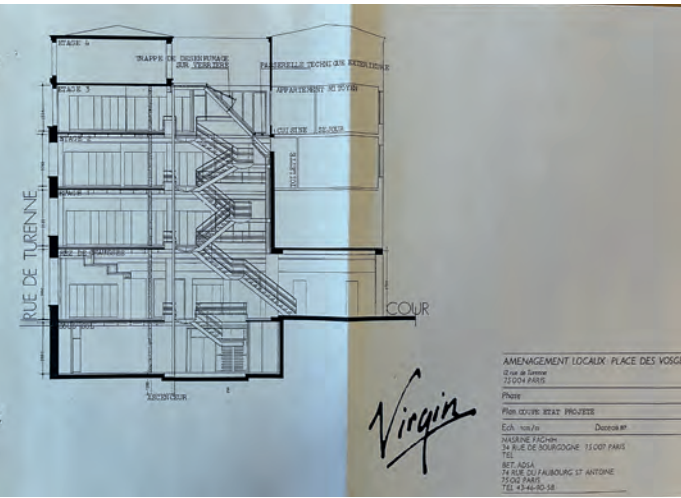
Localisation des projet de Bernard FONQUERNIE, ACMH, sur le plan schématique la place des Vosges, 2023 © M+O



Programme de travaux de la SOREMA, 1973 © MPP



Coupes schématiques, hypothèse de l'état fin XX^e siècle © M+O



Coupe sur le projet, extrait du PC de Nasrine FAGHIH, 1988©AP



Façade rue de Turenne avant travaux, extrait du PC de Nasrine FAGHIH, 1988©AP



Couverture place des Vosges avant travaux, Michel KURSANSKI,sans date © MPP



Façade place des Vosges avant travaux, Bernard FONQUERNIE,1986 © MPP

PRÉCISIONS SPÉCIFIQUES AUX MENUISERIES

Le pavillon place des Vosges, comme tous ses voisins, n'a conservé aucune croisée originale du début du XVI^e siècle.

10 menuiseries, encore en œuvre aujourd'hui, appartiennent à la campagne de travaux menée par Robert de COTTE en 1696.

Les menuiseries de l'immeuble neuf rue de Turenne et du rez-de-chaussée sur la cour principale témoignent des usages industriel et commercial qui se sont installés dans l'ancien hôtel de Villacerf.

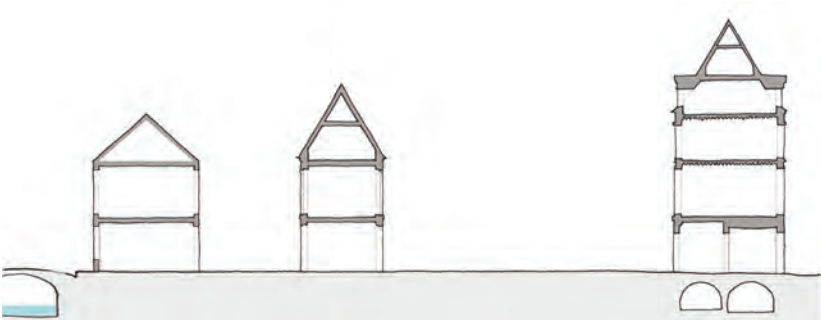
Le cabinet des architectes Robert LESAGE et Charles MILTGEN, rejoint par Victor LESAGE, occupe le premier étage du pavillon sur la place des Vosges. Afin de gagner de la surface de travail, les architectes font épaissir le pavillon avec la création de deux niveaux en saillie sur la cour. En lien avec leur activité, la nouvelle façade est largement vitrée. L'agence d'architecture réalise également les surélévations des ailes sur cour avec des menuiseries à six carreaux adaptées aux logements qu'elles accueillent.

Des remplacements ponctuels de menuiseries sont opérés au cas par cas sans aucune réflexion d'ensemble à l'échelle de la parcelle.

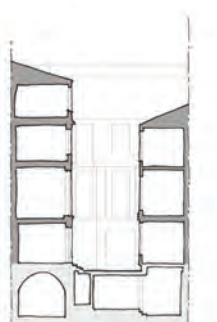
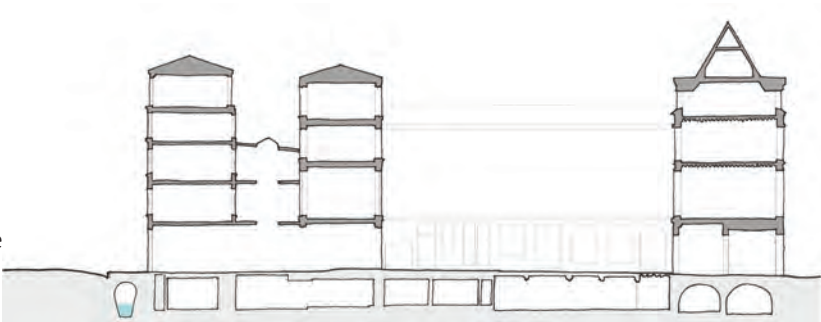
1607
CONSTRUCTION DU PAVILLON
Adresse : 29, place Royale
Propriétaire : François de LOMENIE
Maître Maçon : Jonas ROBELIN



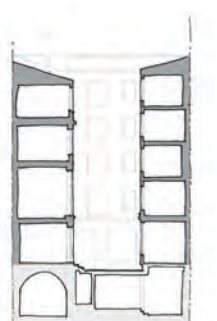
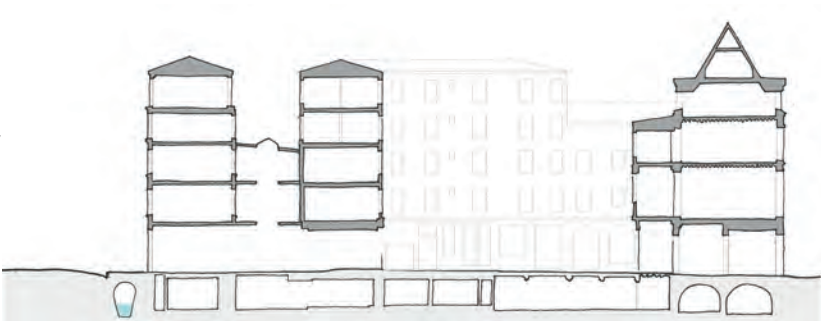
1696
AGRANDISSEMENT DE L'HÔTEL
Adresse : 29, place Royale / rue de l'égout Sainte-Catherine
Propriétaire : Jean-Baptiste-Michel COLBERT, archevêque de Toulouse
Architecte : Robert de COTTE



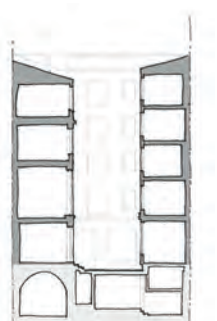
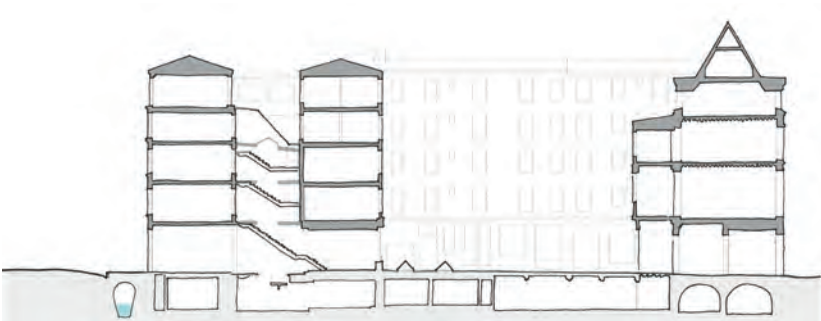
1913-1926
DÉMOLITION / RECONSTRUCTION
Adresse : 11, place des Vosges / 12, rue de Turenne
Propriétaire : Joachim HUDRY
Architectes : L. FORT, Maurice NICAISE



1935 - 1938
SURÉLÉVATIONS
Adresse : 11, place des Vosges / 12, rue de Turenne
Propriétaire : Joachim HUDRY
Architectes : Robert LESAGE, Charles MILTGEN & Victor LESAGE

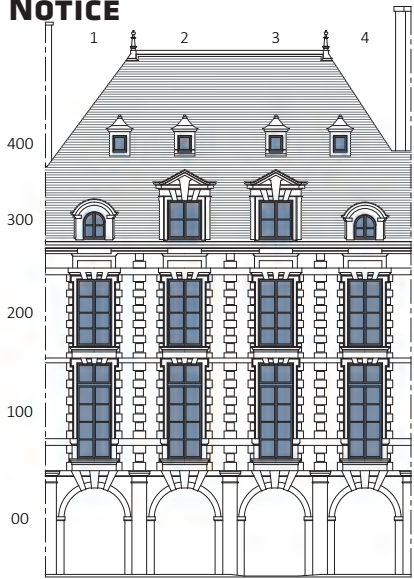


1980-90
RESTAURATION / AMÉNAGEMENTS
Adresse : 11, place des Vosges / 12, rue de Turenne
Propriétaire : Descendance HUDRY
Architectes : Bernard FONQUERNIE, ACMH, Nasrine FAGHIH

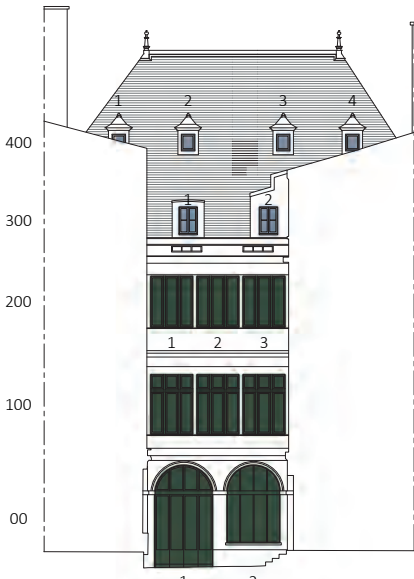


La densification progressive du bâti sur la parcelle (constructions nouvelles, surélévations et excavations) s'est fait parallèlement à une évolution des usages, de l'habitation aristocratique à un immeuble mixte mêlant activités et logements. La majorité des logements occupent le pavillon sur la place ainsi que les étages supérieurs, tandis que l'activité commerciale et tertiaire est principalement développée sur la rue de Turenne, l'ensemble des rez-de-chaussée et les sous-sols. La densification du bâti a eu pour conséquence la disparition du passage entre la place des Vosges et la rue du Turenne par l'intérieur de cette parcelle. Aujourd'hui tous les accès aux bâtiments se font par le passage cocher de la place des Vosges.

Cette évolution du bâti et de ses usages est encore perceptible grâce aux menuiseries en adéquation avec leur période de construction et leurs usages. Cette lisibilité a tendance à s'atténuer au grès des remplacements de châssis non concertés opérés lors des dernières décennies.



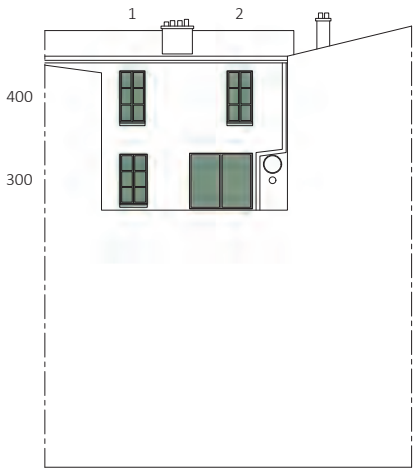
FACADE 11 PLACE DES VOSGES [PV]



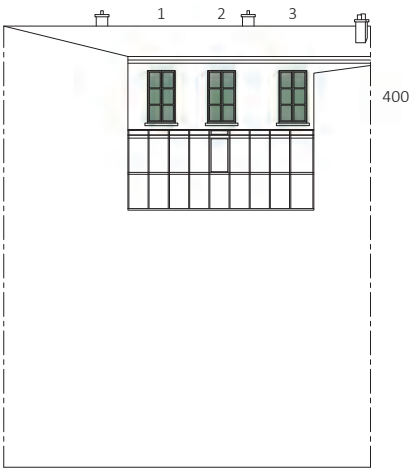
COUR 1 - FACADE EST [C1E]



COUR 1 - FACADE OUEST [C1O]



COUR 2 - FACADE EST [C2E]



COUR 2 - FACADE OUEST [C2O]



FACADE 12 RUE DE TURENNE [RT]



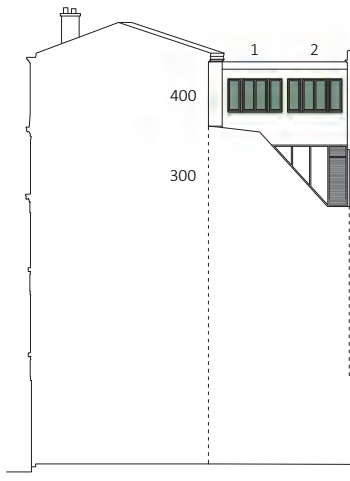
COUR 1 - FACADE SUD [C1S]



COUR 2 - FACADE SUD [C2S]



COUR 1 - FACADE NORD [C1N]



COUR 2 - FACADE NORD [C2N]

IV - REMPLACEMENT & RESTAURATION DES MENUISERIES

PARTI D'INTERVENTION

Dans un soucis de cohérence d'ensemble, les études et le parti d'intervention pour le remplacement ou la restauration des menuiseries ont été réalisés pour l'ensemble de parcelle.

Tout en répondant aux objectifs d'amélioration de la performance énergétique du bâti, le projet propose de clarifier la lecture des façades avec des dessins de menuiseries en adéquation avec la période de construction et l'usage du bâti.

Quatre ensembles de châssis sont ainsi définis :

- Menuiseries de 1696 encore en œuvre :**
 - > Restauration en atelier avec conservation des verres anciens et restitution des volets intérieurs en bois disparus (hors escalier).
- Menuiseries modernes d'inspiration XVII^e siècle :**
 - > Remplacement à neuf par des châssis en bois à grand carreaux, d'après les photographies anciennes et en harmonie avec les menuiseries de 1696. Les petits-bois seront profilés selon les modèles de 1696 et épaissis pour accueillir des doubles vitrages.
- Menuiseries "industrielles" du début du XX^e siècle :**
 - > Remplacement à neuf par des châssis à grands carreaux allongés dans l'esprit des baies d'ateliers. Ces menuiseries seront équipées de doubles vitrages. Les rez-de-chaussée seront en outre dotés de verres renforcés en matière de sécurité.
- Menuiseries des logements de l'entre-deux-guerres :**
 - > Remplacement à neuf par des châssis à grands carreaux et profilés en bois dont les moulurations s'inspireront des dessins de l'architecte Robert LESAGE.

La teinte des menuiseries sera choisie dans une gamme de gris moyen et sera validé sur échantillon in situ.